

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



UN INSTANTANE

(Dessin de Denis)

Les Etats-Unis d'Europe

NOTRE camarade Trotsky a proposé comme thème de discussion internationale, et fortement justifié, un mot d'ordre prochain de l'Internationale Communiste : les Etats-Unis d'Europe. Cette formule, avec le contenu que lui donne Trotsky, répond-elle à un besoin du mouvement communiste des principaux pays dont le sort dépend de la Révolution prolétarienne ? En d'autres termes, correspond-elle à une certaine aspiration des masses souffrant des conséquences de la guerre impérialiste, leur ouvre-t-elle une perspective concrète, évoque-t-elle un but accessible pouvant servir d'étape vers des conquêtes révolutionnaires plus importantes ? Toutes les sections de l'Internationale devront donner leur avis là-dessus. En ce qui concerne le Parti Communiste français, nous croyons qu'il sera unanime à approuver et prendre à son compte le mot d'ordre.

La raison principale en est qu'il offre une solution pratique à la question cardinale de la politique et de l'économie françaises, qui est aussi un élément essentiel de la politique et de l'économie européennes : *la question des réparations*.

M. Pierre Renaudel, qui veut montrer qu'il a des lettres et faire croire qu'il a de l'esprit, raille Trotsky de lancer une idée qu'avait eue plus d'un demi-siècle avant lui Victor Hugo. Messieurs les social-traîtres aiment assez de temps en temps, nous reprocher de ne rien inventer, ce qui, d'ailleurs, contredit leurs accusations habituelles d'avoir introduit dans le mouvement ouvrier toutes sortes de choses insupportables. Mais, les communistes sont des gens modestes, qui ne tiennent nullement à innover pour innover ; qui prennent leur bien où ils le trouvent et généralement dans Marx ; qui ne se soucient pas de contredire leurs prédécesseurs, au contraire, car ils se réclament de tous les champions de la révolution prolétaire, depuis Babeuf jusqu'à Rosa Luxembourg. N'avons-nous pas expliqué souvent à M. Renaudel, du temps où nos entretiens étaient plus fréquents, sinon plus amènes, que si lui et ses congénères, les Noske de tous les pays, les « hambourgeois » de tous poils, n'avaient pas trahi les intérêts

du prolétariat, leurs engagements, leurs serments, leurs mandats, ils n'eussent pas eu à compter avec nous ?

Nous n'avons jamais eu la prétention d'inventer le communisme, mais seulement celle de le prendre au sérieux. Nous ne rougissons pas de répéter ce que d'autres ont dit — et bien dit — avant nous. Nous ne sommes pas des dadaïstes de la politique : notre intention n'est pas « d'épater le bourgeois », mais de le vaincre et de lui faire rendre gorge. Tchernov reprochait à Lénine de lui avoir chipé son programme agraire : il n'avait qu'à l'appliquer lui-même. Les communistes n'accordent pas de droits d'auteur aux cadavres.

Pour ce qui est des Etats-Unis d'Europe, *le mot* est, en effet, dans Hugo, et plus d'une fois. Les bolcheviks russes fréquentent beaucoup nos auteurs : tant mieux si c'est avec profit. Si les socialistes français lisaient un peu plus les auteurs russes, ils ne pourraient qu'y gagner... Mais il faudrait ne rien comprendre au marxisme pour identifier la pensée d'Hugo à celle de Trotsky. La première est une vision de poète génial ; la seconde, une conception dialectique fondée sur l'état économique de l'Europe.

C'est une idée marxiste classique que le développement des forces productives se heurte aux superstructures bourgeoises, économiques, sociales, administratives, nationales, dont le réseau correspond de moins en moins aux besoins de l'industrie et du commerce et devient de plus en plus un obstacle à la production comme à l'échange. Trotsky, en dialecticien consommé, applique cette idée aux conditions présentes de l'Europe.

Il met celles-ci en lumière d'une façon saisissante : les forces productives ont été accrues par la guerre qui a exigé le perfectionnement de l'outillage, intensifié l'exploitation du sol, du sous-sol, des forces hydrauliques, précipité l'accumulation des capitaux ; en même temps, les obstacles au développement de ces forces se sont multipliés : l'Europe est hérissée de barrières politiques, de frontières stratégiques, de cordons douaniers ou... sanitaires qui paralysent le déplacement des matières premières,

les échanges de produits manufacturés, la circulation des individus, et les contrastes des valeurs monétaires dressent des murs entre des unités économiques solidaires. A cette Europe, qui a subi, du fait de l'impérialisme, cette opération de « balkanisation », Trotsky propose l'unique remède (la solution de la révolution prolétarienne européenne mise à part comme d'échéance trop reculée) susceptible d'alléger le sort des innombrables masses exploitées, le remède que les socialistes ont toujours préconisé pour résoudre les questions balkaniques : la fédération.

Evidemment, dans une Europe d'états capitalistes cohabitant avec plusieurs républiques soviétiques unies, la création d'un lien fédératif n'est pas un jeu d'enfant. Mais il n'y a nulle autre issue impérialiste, de ses conséquences et de ses survivances sous la forme économique. La Société des Nations est complètement discréditée. L'idée des Etats-Unis d'Europe peut rapidement gagner du terrain à condition qu'elle implique une solution des problèmes économiques les plus urgents, comme par exemple celui des changes, celui des échanges, celui des réparations.

Il est tout à fait exact de dire que le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe correspond à l'échelle européenne, à celui du gouvernement ouvrier et paysan dans chaque pays. L'un et l'autre sont de réalisation possible dans un délai relativement bref, et de nature à rallier dans une aspiration commune vers un but commun de grandes masses prolétariennes actuellement divisées par suite des différences de développement de leur conscience de classe ou sous l'influence de conflits politiques. L'un et l'autre représentent une étape qui donne au prolétariat la possibilité de désarmer la bourgeoisie réactionnaire et de s'armer lui-même, créant ainsi des conditions propices à la victoire définitive de la Révolution. Ce sont des formules complémentaires susceptibles de se modifier avec souplesse dans leurs aspects selon les conditions immédiates de temps et de lieu : par là encore, elles répondent aux exigences des situations fort variées des différents pays industriels.

Les petits Etats des Balkans, du Danube et de la Baltique sont voués par leur économie à subordonner leur sort à quelque grande puissance protectrice, dont la tutelle implique un lourd tribut; ils ne peuvent entrevoir leur nouvelle libération que grâce à une union fédé-

ration européenne. Les grands Etats vaincus de la guerre impérialiste, et on peut y comprendre l'Italie en raison de sa situation économique, ne peuvent échapper à la coercition despotique des vainqueurs qu'en entrant dans une vaste union qui leur garantisse des conditions de vie et de travail possibles. Enfin, même l'Angleterre et la France, qui commencent à subir les conséquences économiques de la guerre, ont intérêt à se tourner vers une fédération européenne leur offrant une issue à l'impasse où elles sont engagées.

L'Angleterre, qui a présentement 1.200.000 chômeurs à la charge de l'Etat, s'attend à une élévation de ce chiffre jusqu'à 2.000.000 pour la fin de l'année. Sa bourgeoisie ne cache pas l'anxiété qui l'étreint devant la perspective du prochain hiver. L'industrie britannique, manquant de débouchés, doit restreindre sa production. Le parti conservateur au pouvoir, voulant éviter le choc avec l'impérialisme américain, revient à sa politique d'équilibre européen. Le prolétariat anglais, atteint par l'abaissement du niveau de vie et par le chômage, doit accueillir favorablement le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe.

Quant à la France, toute sa politique est déterminée par la question des réparations. Qui paiera les dommages causés par les destructions de la guerre dans le Nord et l'Est, qui relèvera les ruines et indemniserà les sinistrés? Le traité de Versailles impute cette charge à « l'Allemagne », mais la bourgeoisie allemande au pouvoir la reporte sur le prolétariat qui, déjà affamé, épuisé, ne peut supporter un tel fardeau. Poincaré a occupé la Ruhr sous le prétexte de contraindre « l'Allemagne » à payer, mais il n'a réussi qu'à ruiner l'Etat allemand et à plonger le prolétariat allemand dans une misère indicible, sans rien tirer de la seule catégorie sociale capable de payer, la grande bourgeoisie. La classe ouvrière française ne croit plus à la possibilité d'exécution du traité de Versailles, et les classes moyennes y croient de moins en moins. Quelle solution le Parti Communiste peut-il leur proposer et opposer à la politique de Poincaré? Les Etats-Unis d'Europe.

La France s'est trop habituée à considérer la question des réparations comme la concernant exclusivement, ainsi que la Belgique. Il faut lui rappeler que la Russie et les Balkans ont les mêmes droits à des réparations. La mise en commun de toutes les réparations et leur

mise à la charge de *toutes* les bourgeoisies, tel est le contenu que peut comporter le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe pour le problème des réparations. C'est une conception moins chinoise que celle d'exiger, soit de la bourgeoisie allemande seule, soit de la bourgeoisie française seule, le paiement cherché. Il en est des réparations comme des dettes d'Etat, qu'aucun Etat européen n'est en mesure de payer: aux Etats-Unis d'Amérique, créanciers de l'Europe, réclamant impérieusement leur dû, des Etats-Unis d'Europe seraient en mesure de répondre avec plus d'autorité que des Etats désunis, rivaux, antagonistes.

Le Parti Communiste français n'a pas eu, jusqu'à présent, de politique pratique des réparations. Le Parti allemand a longtemps hésité avant d'adopter celle qu'il défend aujourd'hui. Mais il n'y a pas de politique commune aux deux partis. Le Parti français ne peut évidemment pas prendre à son compte les mots d'ordre du Parti allemand; celui-ci est dans son rôle de classe en exigeant la saisie des valeurs réelles, la mise à contribution de sa bourgeoisie; mais les communistes français ont à s'en prendre aux bourgeois de chez eux, non à ceux d'outre-Rhin. C'est bon pour les social-démocrates de France et d'Allemagne de s'accorder pour capituler sans combat devant l'impérialisme français. Les communistes allemands et français ne peuvent trouver un mot d'ordre commun, unique et révolutionnaire qu'en recourant à celui que suggère Trotsky.

Notre camarade Treint, cherchant de son côté une issue à l'impasse des réparations, a cru possible de transporter en France la tactique justement en vigueur en Allemagne. Dans un article du *Bulletin Communiste* (n° 28), il préconise la saisie des valeurs réelles détenues par le capital français et leur affectation au budget des réparations, c'est-à-dire qu'il propose au Parti Communiste français une action parallèle et identique à celle du Parti allemand, tendant à exproprier les expropriateurs nationaux de 51 % de leurs capitaux. C'est évidemment une tactique erronée, inopportune, anachronique, ne tenant pas compte des conditions concrètes de l'Europe d'après-guerre, du rapport des forces entre les Etats et entre les classes dans chaque Etat. Le mot d'ordre de saisie de valeurs réelles convient à la situation en Allemagne, parce que la bourgeoisie allemande est vaincue, que le territoire allemand n'a pas subi de dommages,

que le prolétariat organisé dans les divers partis ouvriers, dans les syndicats et les conseils d'usines, constitue une force colossale d'environ sept millions d'individus. Il ne correspond nullement aux conditions de la France, où la bourgeoisie est victorieuse, où dix départements sont dévastés, où le prolétariat organisé représente encore une force insignifiante.

Il n'y a que le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe qui réponde aux préoccupations du Parti Communiste et de la grande masse ouvrière et paysanne en France. Il est le seul qui donne un objectif commun à la lutte des avant-gardes prolétariennes de France et d'Allemagne. Aussi n'hésitons-nous pas à l'approuver et croyons-nous que notre Parti l'adoptera, que l'Internationale Communiste tout entière le fera sien, à moins que d'autres sections de l'Internationale ne présentent des objections décisives, ce qui nous paraît tout à fait improbable.

Boris SOUVARINE.

Moscou, 20 août.

Une Lettre de Renaud Jean

Notre camarade Renaud Jean nous a adressé la lettre suivante, en réponse à l'article de Marcel Ollivier.

Agen, le 3 septembre 1923.

Mon cher Camarade,

Dans le numéro du 30 août du *Bulletin Communiste*, le camarade Ollivier écrit, à propos du débat sur la question agraire au 4^e Congrès :

« Renaud Jean déclarait que les paysans sont révolutionnaires... »

Or je n'ai jamais dit, ni pensé, une pareille absurdité. J'avais simplement affirmé, et je l'affirme encore, qu'avec une action et une propagande sérieuses, méthodiques, honnêtes, on peut gagner une grande partie des paysans (petits propriétaires, métayers, fermiers, salariés) à la Révolution. Le mot d'ordre du Bloc ou du gouvernement ouvrier et paysan me paraît découler d'une opinion identique.

Je vous prie de vouloir bien insérer cette rectification dans le prochain *Bulletin*. Mais quand donc pourrons-nous obtenir des camarades placés aux postes en vue, qu'avant d'écrire, ils vérifient leurs affirmations, qu'ils aillent aux sources ?

Bien fraternellement à vous,

Renaud JEAN.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

L'homme ne vit pas que de politique

Nous devons nous bien pénétrer de cette simple idée et ne jamais l'oublier dans notre propagande écrite et parlée. Autre temps, autres chansons. L'histoire pré-révolutionnaire de notre parti a été celle d'une *politique* révolutionnaire. La littérature du parti, ses organisations, tout se plaçait sous l'égide de la politique, au sens le plus direct, le plus immédiat, le plus étroit du mot. Les années de transformation révolutionnaire et de guerre civile donnèrent aux intérêts politiques et aux tâches politiques un caractère encore plus aigu et plus tendu. En ces années le Parti a réuni dans ses rangs les éléments les plus actifs de la classe ouvrière. Aussi les enseignements politiques fondamentaux de ces années sont-ils assez clairs aux yeux de la classe ouvrière. Leur pure répétition n'y ajoute rien aux yeux des travailleurs et atténue plutôt l'influence des leçons du passé. Après la conquête et l'affermissement du pouvoir par la guerre civile nos devoirs fondamentaux se sont déplacés et ils se sont situés dans le domaine de l'édification économique et culturelle ; ils se sont compliqués, fragmentés, amenuisés, ils sont devenus en quelque sorte plus « prosaïques ». Et pourtant, toute notre lutte antérieure, avec tous les efforts et les sacrifices qu'elle a exigés, ne sera justifiée que dans la mesure où nous réussirons à bien poser et bien résoudre les questions partielles, quotidiennes, d'ordre culturel.

Au fait, quel est pour la classe ouvrière l'acquis des luttes précédentes ?

1° *La Dictature du prolétariat* (exercée par l'Etat ouvrier et paysan, dirigé par le Parti Communiste) ;

2° *L'Armée Rouge*, appui matériel de cette dictature ;

3° *La Nationalisation des moyens de production* les plus importants, sans laquelle la dictature du prolétariat serait une formule vide de sens ;

4° *Le Monopole du commerce extérieur*, condition nécessaire de l'édification socialiste dans un pays encerclé par les Etats capitalistes.

Ces quatre éléments, ces conquêtes définitives, forment l'armature d'acier de toute notre œuvre. Grâce à cette armature, chacun de nos succès économiques ou culturels — s'il est vrai et non pas apparent — devient nécessairement un élément constituant de l'édification socialiste.

Quelle est donc notre tâche actuelle ? Que

devons-nous apprendre en premier lieu ? A quoi devons-nous aspirer ?

Nous devons apprendre à bien travailler : ponctuellement, proprement, économiquement. Nous avons besoin de culture dans le travail, de culture dans la vie, de culture dans les mœurs. La domination des exploités nous l'avons — après une longue préparation — renversée par l'insurrection armée. Mais il n'y a pas de levier qui puisse élever d'un seul coup le niveau de la culture. Il faut ici une longue auto-éducation de la classe ouvrière et aussi de la paysannerie. Sur ce changement d'orientation de notre attention et de nos efforts, Lénine a écrit dans un article sur *la Coopération* :

Nous devons reconnaître la transformation radicale de notre point de vue sur le socialisme. Cette transformation radicale consiste en ce que le centre de gravité était et devait être pour nous, auparavant, dans la lutte politique, la révolution, la conquête du pouvoir, etc... Maintenant il s'est déplacé, il est dans le travail pacifique, culturel, d'organisation. Je dirais volontiers que le centre de gravité de l'œuvre à accomplir se transporte pour nous dans le domaine de la culture ; je le dirais s'il n'y avait la situation internationale, la nécessité de défendre nos positions dans le milieu international. Mais si l'on fait abstraction de cette nécessité, si l'on se borne à considérer notre situation économique intérieure, le centre de gravité réel de notre œuvre est maintenant dans la culture.

Si bien que les soucis de notre situation internationale sont seuls à nous détourner maintenant de l'œuvre de culture ; et encore n'est-ce, comme nous le verrons bientôt, que dans une certaine mesure. Le facteur le plus important de notre situation internationale, c'est la défense de notre Etat, c'est-à-dire, avant tout, l'armée rouge. Mais, ici encore, notre tâche se réduit pour les neuf dixièmes à une tâche de culture : élever la culture de l'armée, assurer son instruction primaire, lui apprendre à se servir des aide-mémoire, des livres, des cartes, développer ses habitudes de propreté, de ponctualité, d'exactitude, d'attention, de vigilance. L'essai de créer, à la fin de la guerre civile, au moment de la transition à une nouvelle époque de travail, une « doctrine militaire du prolétariat », a été l'expression la plus éclatante de l'intelligence des tâches de la nouvelle époque. Tout à fait analogues sont les tentatives présomptueuses de

créer dans des laboratoires une « culture prolétarienne ». Dans cette recherche de la pierre philosophale, le désespoir, en présence de notre situation arriérée, se joint à la foi au miracle qui est elle-même une preuve de mentalité arriérée. Mais nous n'avons aucune raison de désespérer et il est bien temps, pour nous, de renoncer à la croyance aux miracles, tels que ceux des « cultures prolétariennes » et des « doctrines militaires prolétariennes ». Dans l'armature de la dictature prolétarienne, nous devons étendre le travail quotidien de culture qui seul assure le contenu socialiste des conquêtes essentielles de la révolution. Qui ne l'a pas compris joue un rôle réactionnaire dans la pensée et l'activité du Parti.

Quand Lénine dit que nos tâches actuelles se situent davantage dans le domaine culturel que dans le domaine politique, il faut, pour éviter tout malentendu, nous arrêter un instant sur ces termes. Dans un certain sens, la politique domine tout. Le conseil même de Lénine — de reporter notre attention de la politique à la culture — est un conseil *politique*. Quand le Parti Ouvrier arrive, dans un pays ou dans un autre, à conclure à la nécessité de mettre au premier plan les revendications économiques et non politiques, cette décision même a un caractère politique. Il est tout à fait évident que le mot politique s'emploie ici dans deux sens différents : d'abord dans un large sens matérialiste dialectique, embrassant l'ensemble de toutes les idées, de toutes les méthodes, de tous les systèmes dirigeants, orientant l'activité collective dans tous les domaines de la vie sociale ; et ensuite, dans un sens étroit spécial, caractérisant une partie définie de l'activité sociale, immédiatement rattachée à la lutte pour le pouvoir et contrastant avec travail économique, culturel, etc. Quand Lénine écrivait que *la politique, c'est l'économie concentrée*, il parlait de la politique en général et au sens philosophique du mot. Quand Lénine dit : « Un peu moins de politique, un peu plus d'économique », il prend la politique dans un sens étroit et spécial. Les deux façons d'employer le mot sont légitimes dans la mesure où elles sont coutumières. L'important est seulement de bien comprendre chaque fois de quoi il s'agit.

L'organisation communiste constitue un parti politique au large sens historique ou, si l'on préfère, philosophique du mot. Les autres partis actuels sont surtout politiques en ce qu'ils font de la (petite) politique. Le fait que notre parti concentre désormais la plus grande part de son attention sur le travail culturel ne signifie donc pas un amoindrissement de son rôle politique. Son rôle historique dirigeant (politique) s'exprime précisément dans ce déplacement calculé d'attention vers le travail culturel et dans la direction de ce travail. Ce n'est qu'après de longues années d'une œuvre socialiste couronnée de succès à l'intérieur et jouissant d'une pleine sécurité à

l'extérieur, qu'un parti comme le nôtre pourrait peu à peu se dégager de son enveloppe de parti, se dissoudre de lui-même dans la société socialiste. Nous sommes encore si loin de là que ce n'est pas la peine d'y songer. Pour les temps prochains, le Parti doit conserver intégralement ses caractères essentiels : l'unité de pensée, la centralisation, la discipline et la combativité qui en résulte. Mais précisément ces inappréciables qualités du Parti Communiste ne peuvent, dans les conditions nouvelles, être conservées et développées que par la satisfaction toujours plus grande, plus intelligente, plus juste, plus minutieuse des aspirations et des besoins économiques et culturels. Et c'est pour ces tâches, qui doivent dorénavant jouer le plus grand rôle dans notre politique que le Parti groupe et répartit ses forces, qu'il éduque sa jeune génération. Autrement dit : la grande politique exige que notre agitation, notre propagande, la répartition de nos forces, l'enseignement et l'éducation soient désormais basés sur les besoins de l'économique et de la culture et non sur ceux de la politique considérée au sens étroit et spécial du mot.

**

Le prolétariat constitue une puissante unité sociale qui, pendant les périodes d'intense lutte révolutionnaire pour les objectifs de la classe entière, se déploie complètement. Mais dans cette unité, nous apercevons une extrême diversité et même pas mal de disparates. Du berger ignorant et illettré au mécanicien hautement qualifié, s'étend toute une série de degrés de culture et de mœurs. Enfin, chaque milieu, chaque métier, chaque groupe est composé d'hommes vivants, différents par l'âge, le passé et le tempérament. S'il n'y avait cette diversité, l'œuvre communiste d'unification et d'éducation serait la chose la plus simple du monde. Or, nous voyons en Occident combien ces difficultés sont réelles. On peut dire que plus l'histoire d'un pays est riche, plus l'histoire de la classe ouvrière est grande, plus elle a de souvenirs, de traditions, d'habitudes, d'anciens groupements, — et plus il est difficile d'en former une unité révolutionnaire.

Notre prolétariat russe n'a que peu d'histoire et, de tradition, ce qui a certainement facilité sa préparation révolutionnaire à l'Octobre rouge. Mais la même cause entrave depuis son édification économique. Notre ouvrier — à l'exception de celui qui appartient aux milieux tout à fait supérieurs — manque le plus souvent des plus simples habitudes et connaissances culturelles (lecture, écriture, hygiène, ponctualité). L'ouvrier européen a longuement acquis ces habitudes dans la société bourgeoise : c'est pourquoi les couches supérieures de la classe ouvrière européenne tiennent si fortement à l'ordre bourgeois, à sa démocratie, à la libre presse capitaliste et à d'autres bien-

faits de ce genre. A notre ouvrier russe, la société bourgeoise, arriérée, n'a presque rien donné de semblable : c'est pourquoi le prolétariat russe a plus facilement rompu avec elle et l'a plus facilement renversée. Mais pour la même raison, il est, dans sa majorité, contraint d'acquiescer et d'accumuler aujourd'hui seulement, c'est-à-dire sur les bases de l'Etat ouvrier socialiste, les plus simples habitudes culturelles. L'histoire ne donne rien pour rien : si elle nous cède sur un point — en politique, elle nous en reprend autant sur un autre — dans le domaine de la culture. Plus la transformation révolutionnaire a été facile — au sens relatif bien entendu — au prolétariat russe, et plus son œuvre de construction socialiste est difficile. Mais en revanche l'armature révolutionnaire de notre nouvelle société, forgée par la révolution et caractérisée par ces quatre éléments essentiels : *dictature du prolétariat, armée rouge, nationalisation des industries les plus importantes et des transports, monopole du commerce extérieur*, confère un caractère objectivement socialiste à tous les efforts consciencieux et raisonnables accomplis dans les domaines économique et culturel. Dans la société bourgeoise, l'ouvrier enrichissait, sans le vouloir et sans y penser, la bourgeoisie, l'enrichissait d'autant plus qu'il travaillait mieux. Dans l'Etat soviétiste, le bon ouvrier consciencieux, même sans y penser (s'il est sans parti ou apolitique), fait, en augmentant les ressources de la classe ouvrière, œuvre socialiste. Là réside la portée de la Révolution d'Octobre et la NEP n'y a rien changé.

Le nombre est grand des ouvriers sans parti profondément dévoués à la production et à la technique, attachés à l'établi. On ne peut parler de leur « indifférence politique » que de façon assez conventionnelle. A toutes les heures graves et difficiles de la révolution, ils ont été avec nous. Dans leur immense majorité, ils ne se sont pas laissés effrayer par la révolution, ils n'ont pas déserté, ils n'ont pas trahi. Pendant la guerre civile, beaucoup se sont battus, d'autres ont travaillé de leur mieux à l'armement. Ils ont passé ensuite au travail pacifique. On les appelle « apolitiques », non sans quelque raison, parce que l'intérêt corporatif de la production ou celui de la famille prime chez eux, tout au moins en temps normal, « l'intérêt politique ». Chacun d'entre eux veut être un bon ouvrier, se perfectionner dans son métier, parvenir à une plus haute qualification, tant pour améliorer la situation de son foyer que par un légitime orgueil professionnel. Ce faisant, répétons-le, chacun d'entre eux fait œuvre socialiste même sans le vouloir. Mais nous, Parti Communiste, nous sommes intéressés à ce que ces producteurs rattachent consciemment leur activité quotidienne, partielle, industrielle, aux objectifs de toute l'édification socialiste. Le résultat d'une telle liaison serait de mieux garantir les intérêts du socialisme et de procurer à ses mo-

destes constructeurs une haute satisfaction morale.

Comment y arriver ? Il est difficile d'aborder ce type ouvrier de façon purement politique. Il a déjà entendu tous les discours. Le parti ne l'attire pas. Il pense auprès de l'établi, et il n'est pas enchanté de ce qui se passe en ce moment autour de cet établi, à l'atelier, à l'usine, dans le *trust*. Ces ouvriers veulent comprendre par leur propre effort ; ils ont souvent une attitude réservée, fermée, produisent des inventeurs autodidactes. On ne peut pas les aborder du côté de la politique, on ne peut pas, tout au moins, les toucher profondément par là ; mais on peut et on doit les toucher *dans la production même et dans la technique*.

Le camarade Koltsov (du rayon de la *Krasnaia-Presnia*, Moscou), agitateur communiste en contact avec la masse, a indiqué le manque de manuels d'enseignement soviétistes et d'ouvrages destinés à être étudiés sans maître, concernant les spécialités techniques ou les métiers. Les anciens stocks se sont épuisés ; beaucoup d'ouvrages ont vieilli, au point de vue politique ; ils sont le plus souvent pénétrés du plus fâcheux esprit capitaliste. Les nouveaux manuels sont trop peu nombreux, on les trouve difficilement car ils ont été édités à différentes époques, par différentes maisons d'éditions ou par différentes administrations, agissant sans plan d'ensemble. Au sens technique, ils ne sont pas toujours utilisables, souvent trop théoriques, académiques ; au sens politique, ils sont habituellement incolores, n'étant faits, le plus souvent, que de traductions démarquées. Nous avons besoin de nouveaux manuels de poche pour le serrurier soviétiste, le tourneur soviétiste, le monteur électricien et bien d'autres. Ces manuels doivent être adaptés à notre économie et à notre politique actuelles, tenir compte de notre pauvreté et de nos grandes possibilités, tendre à inculquer à notre production des habitudes, et des méthodes nouvelles, les plus rationnelles. Ils doivent, plus ou moins, laisser entrevoir les perspectives socialistes, du point de vue des besoins et des intérêts de la politique même (normalisation du travail, électrification, plan unique). Les idées et les conclusions socialistes doivent, dans ces ouvrages, être partie intégrante de la théorie pratique et ne jamais revêtir l'aspect de l'agitation étrangère au sujet. La demande de pareils livres est énorme. Elle est causée par le besoin de main-d'œuvre qualifiée et par l'aspiration des ouvriers mêmes à élever leur qualification. Elle est accrue par l'interruption du perfectionnement industriel pendant la guerre impérialiste et civile. Nous sommes sur ce point en présence de la tâche la plus féconde et la plus importante.

Ne nous dissimulons pas qu'il est difficile de créer une série de manuels de ce genre. Les praticiens ouvriers, même hautement qualifiés, ne savent pas écrire des livres. Les écrivains techniques qui se mettent à l'œuvre

manquent souvent d'expérience pratique. Enfin, peu nombreux parmi eux sont ceux qui pensent en socialistes. Pourtant cette tâche peut être accomplie, mais pas avec des moyens routiniers, au contraire avec des moyens nouveaux, combinés. Pour écrire un manuel ou le rédiger, il faut constituer un groupe de rédacteurs, de trois par exemple, comprenant un écrivain spécialiste, instruit de la technique, connaissant autant que possible l'état de notre industrie ou capable de l'étudier, — d'un ouvrier hautement qualifié, intéressé à la production et, autant que possible, porté à l'invention, et d'un écrivain marxiste pourvu de quelques connaissances industrielles techniques.

Procédant ainsi ou par des moyens analogues, il faut créer une bibliothèque technique-industrielle modèle, naturellement bien présentée, d'un format commode et d'un prix peu élevé. Cette bibliothèque aurait un double rôle ; elle contribuerait au perfectionnement du travail qualifié et par conséquent à l'édification socialiste et elle nous aiderait à rapprocher un groupe précieux de producteurs de l'économie socialiste considérée dans son ensemble et par conséquent du Parti Communiste.

Il va de soi qu'on ne peut pas se limiter à une série de manuels. Nous nous sommes longuement arrêtés sur cet exemple parce qu'il nous semble donner un type frappant d'une nouvelle façon d'agir correspondant aux nouveaux objectifs de l'heure présente. L'action pour la conquête des producteurs apolitiques peut et doit employer divers moyens. Elle a besoin de journaux scientifiques, techniques, spéciaux à chaque industrie, mensuels ou hebdomadaires ; d'associations scientifiques et techniques destinées à accueillir l'ouvrier dont nous parlons. Une bonne moitié de notre presse syndicale doit lui être destinée, si notre presse syndicale veut toucher un autre public que celui des fonctionnaires syndicaux. Mais l'argument politique le plus convainquant pour l'ouvrier qui nous intéresse lui sera fourni *par chaque succès pratique dans la production, par chaque amélioration réelle de la situation à l'usine et à l'atelier, par chaque effort raisonné du Parti dans ce sens.*

La philosophie politique de ce prolétaire-producteur peut être exprimée, comme il ne le fait, quoique rarement, dans des formules de ce genre :

— « La révolution, le renversement de la bourgeoisie, c'est bien entendu parfait et définitif. Nous n'avons pas besoin de bourgeois. Nous n'avons pas besoin non plus de mencheviks et d'autres commis de la bourgeoisie. La liberté de la presse n'a pas une si grosse importance. Là n'est pas la question. *Mais comment viendrons-nous à bout de la production ?* Communistes, vous vous êtes chargés de la diriger. Vos buts, vos projets, tout est bon, excellent, nous le savons, ce n'est pas

la peine de nous le répéter. Nous vous avons entendus déjà ; nous sommes d'accord, nous vous soutiendrons — mais comment allez-vous vous y prendre pratiquement ? Jusqu'à présent, pourquoi le cacher ? Vous avez souvent fait tout juste ce qu'il ne fallait pas faire. Bien sûr, on ne peut pas tout faire à la fois, il faut apprendre, il n'y a que celui qui ne fait rien qui ne se trompe pas. C'est entendu. Nous avons supporté les crimes de la bourgeoisie. Nous pouvons bien nous montrer patients à l'égard des fautes de la révolution. Mais pas indéfiniment tout de même ! Parmi vous, communistes, il y a, comme parmi nous, des gens fort différents. Les uns apprennent vraiment, se montrent consciencieux, veulent arriver à un résultat pratique. D'autres bourrent le crâne et font énormément de mal, parce que le travail leur glisse entre les doigts... »

L'homme qui parle ainsi, vieux tourneur scrupuleux, ou serrurier, ou fondeur attentif à ce qu'il fait, pas enthousiaste en politique, plutôt passif, mais réfléchi et d'humeur critique, parfois un peu sceptique, mais toujours fidèle à sa classe, cet homme est un prolétaire authentique, — et des meilleurs. C'est à lui que doit penser notre Parti dans son travail actuel. La mesure dans laquelle nous conquerrons le milieu de cet ouvrier, en fait, dans la vie économique, la production, la technique nous donnera le meilleur indice politique de nos succès dans le domaine de la culture comprise au large sens du mot, comme la comprend Lénine.

Cette orientation vers le bon ouvrier n'est aucunement contradictoire avec une autre tâche de premier plan du Parti : la conquête de la jeune génération prolétarienne. Car la jeune génération monte dans les conditions d'une période bien définie, se forme, s'affermir, se trempe sur la base que lui offrent nos solutions des problèmes capitaux. *La jeune génération doit être avant tout une génération de bons ouvriers, hautement qualifiés et aimant leur travail.* Elle doit grandir dans la conscience que son travail producteur est aussi une œuvre socialiste. L'attention portée à la maîtrise professionnelle, l'aspiration à posséder à fond son métier assure aux yeux des jeunes une autorité morale aux « anciens » qui restent le plus souvent en dehors du Parti. L'orientation vers le bon ouvrier consciencieux et habile est donc aussi une directive pour l'éducation de la jeunesse prolétarienne. Sans elle l'avance vers le socialisme serait impossible.

Léon TROTSKY.

KARL RADEK

La Tactique communiste

Une brochure 1 25

Le Parti Communiste et les classes moyennes

C'est une vérité évidente pour tout communiste qu'en régime capitaliste, la classe ouvrière est la seule classe qui, non seulement soit intéressée, *en tant que classe*, à réaliser la Révolution sociale, mais encore qui contienne en elle les éléments, matériels et intellectuels, du régime futur. Il en résulte que, seule, la lutte que mène la classe ouvrière au sein du régime capitaliste a une valeur et un caractère révolutionnaires, et que tout effort, quel qu'il soit, qui ne rentre pas dans le cadre de cette lutte générale de la classe ouvrière, ne rapproche pas d'un seul jour la Révolution sociale. Qui n'a pas compris cela ne peut rien comprendre à la politique communiste.

Mais si le prolétariat est aujourd'hui la seule classe révolutionnaire de la société, il n'en résulte pas nécessairement que le prolétariat soit capable, à lui seul, de renverser le régime actuel, et d'instaurer le régime nouveau qui le remplacera, ni qu'il doive, par conséquent, agir seul contre les forces de conservation et de réaction qui s'opposent à son effort de transformation sociale. Ce serait une grave erreur. Car le prolétariat ne constitue qu'une classe — et pas toujours la plus nombreuse — entre toutes les classes qui composent la société, et rester isolé dans sa lutte, c'est, pour lui, diminuer ses chances de victoire, et augmenter les obstacles qui s'opposent à sa libération.

En réalité, le prolétariat doit, pour lutter victorieusement contre le régime qui l'exploite et réaliser la Révolution sociale, s'efforcer de trouver des concours autour de lui parmi les classes ou fractions de classe susceptibles de l'aider dans sa lutte. C'est là pour lui une nécessité vitale, à laquelle il ne peut se soustraire. L'histoire est là pour le confirmer. Il n'y a pas, en effet, d'exemple, dans l'histoire, d'une Révolution qui se soit produite sans le concours, actif ou passif, de classes ou fractions de classes, dont le rôle social n'était pas un rôle directement révolutionnaire. Il n'y a pas eu dans le passé de mouvement révolutionnaire où l'on n'aperçoive l'action, à côté de la classe directement intéressée à la transformation sociale, d'autres classes ou fractions de classes, plus ou moins liées, de par le rôle qu'elles occupaient dans l'économie, au régime existant.

Prenons, par exemple, la Révolution russe. Nous y voyons le résultat de la coalition du prolétariat, classe essentiellement révolutionnaire, et des paysans pauvres, classe mi-conservatrice, mi-révolutionnaire. La Commune de Paris fut le mouvement conjugué des ouvriers parisiens à tendances plus ou moins socialistes et de la petite bourgeoisie républicaine. Il en est de même de la grande Révolution française, où la bourgeoisie ne triompha que grâce à l'appui que lui prêtèrent les ouvriers des villes. Il en est de même des deux Révolutions anglaises de 1640 et de 1688, où l'on vit la bourgeoisie naissante s'appuyer sur la petite aristocratie

foncière pour lutter contre l'absolutisme féodal. Il en est de même de la révolution paysanne allemande de 1525, où la petite noblesse et la plèbe des villes soutinrent la lutte des paysans, révoltés contre les seigneurs féodaux.

Mais l'exemple le plus instructif de tous est sans conteste celui de la Commune de Paris.

Que fut la Commune de Paris ? Le soulèvement des ouvriers parisiens et de la petite bourgeoisie républicaine contre l'Assemblée nationale de Versailles, monarchiste et bonapartiste. Cette Assemblée nationale, élue au lendemain de la capitulation de Paris, pour trancher la question de la paix avec la Prusse, représentait, dans sa majorité, les intérêts de l'aristocratie, légitimiste ou bonapartiste, et de la grosse bourgeoisie des villes, conservatrice. La petite bourgeoisie républicaine et le prolétariat socialiste, qui constituaient la grosse majorité de la population parisienne et des grandes villes de province, étaient en minorité à l'Assemblée nationale. Quand le conflit éclata entre Paris et Versailles, la petite bourgeoisie et le prolétariat de Paris constituèrent immédiatement un bloc contre le gouvernement réactionnaire de Thiers. Cette unité de front entre deux classes : liées par leur haine commune de la réaction, mais ayant chacune ses propres aspirations, devait logiquement aboutir, ou à la domination de l'une des deux classes coalisées, imposant à l'autre ses mots d'ordre et ses méthodes de lutte, ou à la dislocation de la coalition, au profit de la réaction, ou à ces deux conséquences à la fois, la petite bourgeoisie se séparant du prolétariat dès que celui-ci se serait emparé de la direction du mouvement pour l'utiliser dans son propre intérêt, comme ce fut le cas en 1848. Malheureusement, le faible développement du prolétariat parisien, à cette époque, en s'opposant à la formation d'une conscience de classe suffisamment forte, qui eût permis au prolétariat de rejeter rapidement les mots d'ordre et l'idéologie de la petite bourgeoisie, républicaine et patriotarde, et d'adopter des mots d'ordre conformes à ses intérêts propres, ne permit pas au mouvement de la Commune de développer toutes ses conséquences logiques. Le résultat fut la défaite de l'insurrection, survenant rapidement, après quelques semaines de résistance.

Malgré cette défaite, l'exemple de la Commune — comme celui, d'ailleurs, de toutes les Révolutions, sans aucune exception — nous montre la nécessité inéluctable, pour la classe révolutionnaire, de se chercher des alliés contre la classe dominante parmi les classes ou couches sociales intermédiaires, la dialectique du mouvement, qui n'est d'ailleurs que l'expression même de la vie, faisant bientôt éclater les divergences, et obligeant la classe la plus révolutionnaire à s'emparer de la direction de la lutte et à lui imposer son caractère et ses intérêts spéciaux. La réussite ou l'échec du

mouvement, tenant essentiellement aux conditions de développement de la classe révolutionnaire aspirant au pouvoir, ne sont ici que secondaires. Quand la classe révolutionnaire est mûre pour le pouvoir, elle se dégage immédiatement des classes auxiliaires et leur impose tout de suite ses mots d'ordre, comme étant, historiquement, les seuls justes, et les seuls capables de mener le mouvement tout entier à la victoire. C'est le cas, notamment, des révolutions françaises de 1789 et de 1830 c'est, en partie, le cas des révolutions anglaises de 1640 et de 1688, ainsi que de la révolution allemande de mars 1848. Quand la classe révolutionnaire est encore en voie de formation et que sa conscience de classe est encore balbutiante, elle ne parvient pas à se dégager des classes auxiliaires et à formuler des mots d'ordre clairs et précis, et, par conséquent, elle succombe fatalement. Ce fut le cas, notamment, de la révolution paysanne allemande de 1525, qui échoua parce que les paysans révoltés ne surent pas dégager leurs revendications de celles de leurs alliés de la petite aristocratie française, les Florian Geyer et les Goetz de Berlichingen, et parce que la classe dont le rôle historique était de libérer les paysans du joug de la féodalité, la bourgeoisie, ne s'était pas encore formée à l'état de classe indépendante. Ce fut, également, le cas de la Commune de Paris.

Ce qui est vrai des révolutions du passé l'est aussi de la révolution prolétarienne de l'avenir. Celle-ci n'est possible qu'avec le concours d'une fraction, tout au moins, des classes dites moyennes. « Nous pouvons faire la Révolution sans les paysans, » écrivait à W. Bracke le vieux Liebknecht, mais nous ne pourrions pas la maintenir contre eux. » C'est que Liebknecht pouvait dire de l'Allemagne, où le prolétariat constitue la majorité absolue de la population, nous ne pouvons pas actuellement le dire de la France, où le prolétariat n'est qu'une minorité, et où les classes moyennes, au contraire, petite bourgeoisie rurale et citadine, constituent la majorité de la population. *La Révolution ne sera possible en France qu'avec l'assentiment de larges couches de la petite bourgeoisie. C'est pourquoi la politique du Parti Communiste doit tendre à influencer les larges couches de la petite bourgeoisie des villes et de la campagne, à les dresser contre le grand capitalisme, maître de l'Etat, et à les familiariser avec l'idée d'une Révolution sociale, dans l'intérêt de tous les travailleurs. Dans ce but, le Parti Communiste devra exploiter les divergences qui opposent, au sein du régime actuel, la petite bourgeoisie à la grande, et rallier à lui toute la masse des mécontents, tous ceux qui souffrent, d'une façon ou d'une autre, sous le joug du grand capital. Il devra faire comprendre à la petite bourgeoisie, aux petits paysans, aux petits fonctionnaires, aux intellectuels, que le Parti Communiste, quoique étant le parti du prolétariat et, particulièrement, du prolétariat industriel, dont il représente l'idéologie et les aspirations profondes, défend en réalité les intérêts de tous les travailleurs et que, par conséquent, sa lutte est dirigée exclusivement contre le grand capital. Il devra leur montrer que la Révolution prolétarienne, loin de vouloir déposséder les petits producteurs, leur laissera, au contraire, la libre disposition de leurs moyens de*

travail, non pas qu'elle considère la petite production comme l'idéal de la société future — ce qui est contraire à son but et à son programme, — mais parce que la petite production est, par sa nature même, réfractaire à toute socialisation des moyens de production. Toutefois, le Parti Communiste ne devra pas se restreindre à cette propagande purement idéologique. Il devra également prendre en mains la défense des intérêts de la petite bourgeoisie, qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière. Il évitera, ce faisant, l'erreur grave qui consisterait à préconiser les mesures qui seraient de nature à consolider les formes arriérées de la petite production agricole ou industrielle. S'il le faisait, il tournerait le dos à son propre but, et travaillerait, en réalité, à consolider le régime actuel, en le rendant supportable à la petite bourgeoisie. Tout au contraire, il devra combattre énergiquement l'illusion petite bourgeoisie de la possibilité d'un retour aux anciennes formes de production artisanale. Il devra montrer à ceux qui rêvent d'un « retour au passé » que le développement du grand capitalisme industriel s'oppose absolument à un pareil retour en arrière ; que la loi de concentration, qui est à la base du régime actuel, soumet de plus en plus les petits producteurs à l'oppression du grand capital, et les condamne finalement à disparaître devant la concurrence des grandes entreprises, et qu'il n'y a, par conséquent, d'autre salut pour les petits producteurs que dans la Révolution prolétarienne. En attendant, le Parti Communiste devra défendre toutes les mesures qui seront de nature à soulager les classes laborieuses des charges qui pèsent actuellement sur elles et à les transporter sur les épaules de la grande bourgeoisie capitaliste. Il devra montrer qu'il est le Parti de la paix, menacée par le grand capital impérialiste, contrairement à tous les autres partis, directement ou indirectement inféodés aux puissances d'argent. Pour cela, il devra démasquer tous les autres partis, qui prétendent défendre les intérêts des travailleurs, et les trahissent en fait, au profit du grand capital.

Mais, pour pouvoir mener cette lutte difficile, le Parti Communiste devra être armé contre toutes les déviations. Travailler à rallier à soi les plus larges masses possibles de la petite bourgeoisie ne signifie pas adopter l'idéologie et les mots d'ordre de cette petite bourgeoisie. Au contraire, il lui faudra combattre énergiquement cette idéologie et choisir, entre ces mots d'ordre, ceux qui sont susceptibles de renforcer la position du prolétariat révolutionnaire et d'affaiblir celle de la bourgeoisie. Pour cela, le Parti Communiste devra être parfaitement maître de sa doctrine et de ses méthodes d'action. Loin d'adopter l'idéologie de la petite bourgeoisie, il devra, au contraire, renforcer sa propre idéologie de classe et sauvegarder jalousement sa physionomie de parti du prolétariat révolutionnaire. En ce sens l'élargissement de son champ d'action ne signifiera pas pour lui un abandon de la lutte de classes, mais, au contraire, un renforcement de cette lutte, un immense pas en avant dans la voie de la Révolution prolétarienne.

Marcel OLLIVIER.

Capital industriel et Capital financier

On trouve assez fréquemment dans la presse des allusions au *capital industriel* et au *capital financier*. Il serait intéressant de rechercher dans quelle mesure cette classification du capital correspond à la réalité, et il semble bien qu'elle soit quelque peu arbitraire. Cette classification pouvait s'admettre au début du développement de la grande industrie, à l'époque où les banquiers s'occupaient surtout de l'émission et du placement des emprunts destinés à assurer les ressources des Etats. Mais, depuis une cinquantaine d'années, le développement de l'industrie a appelé la collaboration toujours plus grande du capital financier, ce qui a amené en fait la collaboration continue de ces deux formes de l'activité capitaliste.

Il suffit pour s'en convaincre, de se renseigner sur l'activité de la grosse industrie et des banques.

Consultons par exemple la liste des principaux dirigeants du Comité des Forges qui représentent certainement en France la « grande puissance » industrielle.

L'ex-président d'honneur du Comité — dont il est toujours membre — Eugène Schneider est à la tête des *Etablissements Schneider et Cie* (Le Creusot, etc.) (cap. 36 millions), gérant de *de Wendel et Cie* (cap. 24 millions), des *Chantiers et Ateliers de la Gironde* (cap. 37.500.000), de la *Société Métallurgique de Knutange* (cap. 75 millions) ; il est administrateur de la *Société Normande de Métallurgie* (cap. 100 millions), de la *Compagnie des Chemins de fer P.-L.-M.*, de la *Société Franco-Suisse pour l'industrie électrique* (cap. 25 millions fr. suisses), de *The Orient Railway Co*, de la *Société Anonyme des Aciéries Tchéco-Slovaques, des Etablissements Skoda* ; il possède des intérêts dans les *Tréfileries du Havre* (cap. 60 millions) qui contrôlent les *Hauts-Fourneaux de la Chièrs*, la *Société Lorraine Minière et Métallurgique*, la *Société d'Alais, Froges et Camargue*, la *Société de l'Alluminio Italiano*, la *Société Norvégienne des Nitrures*, la *Société Italienne Trafilerie et Laminatori di Metalli*, la *Société Espagnole de Constructions électro-mécaniques*, la *Société des Applications industrielles*, la *Société des Lignes Télégraphiques et Téléphoniques*, les *Corderies de la Seine*, etc.

Ceci est un aperçu très réduit de l'activité industrielle de Schneider ; cette activité fantastique ne se borne pas là et on trouve également notre homme dans la *Banque de l'Union Parisienne* (cap. 150 millions), et le *Crédit Lyonnais* (cap. 250 millions) qui constituent des puissances financières de premier plan.

L'actuel président du *Comité des Forges*, le grand métallurgiste François de Wendel, est gérant de *de Wendel et Cie* (cap. 24 millions), vice-président des *Forges de Basse-Indre* (cap. 27 mil-

lions 365.000), gérant de l'entreprise métallurgique *les Petits-fils de F. de Wendel* (cap. 60 millions), administrateur de la *Société Métallurgique de Knutange*, régent de la *Banque de France*, etc.

Ses frères sont : Guy de Wendel, député de la Moselle, de *de Wendel et Cie, des Petits-fils de F. de Wendel, des Houillères de Petite-Rosselle* (11.307 ouvriers), des *Chemins de fer de l'Est* ; Charles de Wendel, de la *Compagnie du Boléo* (cap. 24 millions) et de *de Wendel et Cie* ; Humbert de Wendel, des *Forges de Basse-Indre*, de la *Compagnie Minière et Métallurgique de Pennaroya*, de *de Wendel et Cie, des Petits-fils de F. de Wendel*, de la *Société Nouvelle des Etablissements Decauville* (cap. 15 millions), des *Houillères de Petite-Rosselle*, et aussi, comme Schneider, de la *Banque de l'Union Parisienne*.

Théodore Laurent, vice-président du *Comité des Forges*, président des *Hauts-Fourneaux et Aciéries de Differdange*, vice-président des *Etablissements métallurgiques de la Gironde*, de la *Compagnie des Constructions Sulzer*, directeur général des *Aciéries de la Marine et d'Homécourt*, administrateur de la *Société Provençale de Constructions Navales*, de la *Société du Matériel Roulant*, des *Chantiers et Ateliers de la Gironde*, de la *Société Normande de Métallurgie*, des *Ateliers et Chantiers du Havre*, de la *Société Lorraine des Aciéries de Rombas*, des *Fonderies de Brelach*, des *Etablissements Delattre et Frouard*, des *Mines de l'Escarpelle*, des *Mines de l'Ouzenz*, de la *Société Houillère de Sarre-et-Moselle*, des *Mines de fer de Heras Santander*, des *Dillinger Hüttenwerke*, de la *Compagnie France-Atlantique*, etc. Il est encore président de la *Compagnie Générale d'Extrême-Orient* où il rencontre les délégués de la *Banque de l'Union Parisienne* et de la *Banque des Pays du Nord* dont nous reparlerons plus loin.

Le baron Xavier Reille, vice-président du *Comité des Forges*, est vice-président des *Mines et Forges d'Alais*, et administrateur des *Mines de Carmaux* et des *Papeteries du Marais et de Sainte-Marie*, tandis que le baron Amédée Reille est administrateur de la *Banque Privée*.

A. Dreux, autre vice-président du *Comité des Forges*, est président de la *Société Lorraine Minière et Métallurgique*, dont Eugène Schneider est administrateur.

Léopold Pralon, autre vice-président du *Comité des Forges*, est le vice-président de la *Société Métallurgique de Knutange* (cap. 75 millions), dont Eugène Schneider est le président.

Parmi les membres de la Commission de Direction du Comité des Forges, nous relevons :

Aubrun, directeur général des *Etablissements Schneider et Cie* ; Henry Darcy, président du *Comité des Houillères, des Aciéries et Forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons* (cap. 37 millions), de la *Société des Mines de Dourges* (cap.

67.500.000 fr.) ; administrateur du *P.-L.-M.*, de la *Société du Gaz et Electricité de Marseille* (cap. 81.500.000 fr.), du *Crédit National* (cap. 100 millions) et de la *Banque de l'Union Parisienne* ; H. Pétin, président des *Forges de Basse-Indre*, dont Humbert de Wendel de la *Banque de l'Union Parisienne* est administrateur ; Jean Schneider, associé à Eugène Schneider ; Humbert de Wendel, déjà cité.

Parmi les membres honoraires, nous relevons : le Baron de Freycinet, directeur général honoraire des *Etablissements Schneider* ; Gaston Griolet, président des *Forges et Acieries du Nord et de l'Est* (cap. 77.425.000 fr.), des *Chemins de fer du Maroc* (50 millions), de la *Compagnie Franco-Espagnole du Chemin de fer de Tanger à Fez* (cap. 15 millions), de la *Compagnie Générale des Colonies* (cap. 10 millions), vice-président des *Chemins de fer du Nord*, de la *Société Norvégienne de l'Azote* (cap. 57.639.000 kr.), de la *Compagnie Nationale des Matières Colorantes* (cap. 100 millions), et qui est en même temps le président de la puissante *Banque Nationale française du Commerce extérieur* (cap. 100 millions), administrateur du *Crédit Foncier Egyptien* (cap. 200 millions), etc.

Dans l'Union des Industries métallurgiques et minières, de la Construction Mécanique, électrique et mécanique et des industries qui s'y rattachent, la haute finance est aussi largement représentée. Son président, Charles Laurent, ex-ambassadeur de France à Berlin, président de la *Compagnie française Thomson-Houston* (filiale de la *International General Electric Co.*, contrôlée par J. Pierpont Morgan, de New-York, et en rapports avec la *Banque de l'Union Parisienne*), administrateur des *Chemins de fer d'Orléans*, du *Canal de Suez*, du *Crédit National* et président de la *Banque des Pays du Nord* (cap. 50 millions).

L'Union a pour vice-président : Henry Darcy, déjà cité ; Delaunay-Belleville, administrateur de la *Société Provençale de Constructions Navales*, de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et des *Etablissements Delaunay-Belleville* ; Léopold Pralon, déjà cité ; François de Wendel, déjà cité ; elle a pour trésorier : Théodore Laurent, déjà cité.

Si nous examinons maintenant l'activité de ce que nous pourrions appeler les banques privées, voici ce que nous trouvons :

Pour la *Banque Vernes*, Philippe Vernes, administrateur de la *Banque de l'Union Parisienne*, des *Chemins de fer du Midi*, de la *Compagnie Algérienne* (cap. 100 millions) ; Amédée Vernes, de la *Société Industrielle des Téléphones* (cap. 18 millions) ; Félix Vernes, régent de la *Banque de France*, président de la *Banque de Syrie*, administrateur des *Houillères et du Chemin de fer d'Epinaç*, et de la *Banque Impériale Ottomane* ;

Pour la *Banque Péreire*, Maurice Péreire, administrateur des *Chemins de fer du Midi* et des *Mines de Carmaux* (cap. 17.400.000 fr.) ;

Pour la *Banque Neuflyze* : Jean de Neuflyze, du Conseil de Surveillance de *Schneider et Cie*, du *P.-L.-M.*, de la *Banque de France*, de la *Banque de Syrie*, de la *Banque Impériale Ottomane*, etc. ;

André de Neuflyze, de la *Banque de l'Union Parisienne* ;

Pour la *Banque Mirabaud* : Eugène Mirabaud, des *Houillères et Chemin de fer d'Epinaç*, des *Usines à Gaz du Nord et de l'Est* (cap. 10 millions), de la *Compagnie des Phosphates et du Chemin de fer de Gafsa* (cap. 36 millions) ; Jean Mirabaud, de la *Compagnie française des Mines de Bor en Serbie* (cap. 14 millions) ; Albert Mirabaud, vice-président des *Ateliers et Chantiers de la Loire*, administrateur de la *Compagnie du Boléo*, de la *Société Minière et Métallurgique de Pennarroya* (cap. 73.125.000 fr.) ; Pierre Mirabaud, de la *Société française de Reports et Dépôts* (cap. 25 millions), de la *Société Le Nickel* (cap. 20 millions), avec Basil Zaharoff ;

Pour la *Banque Mallet* : Etienne Mallet, vice-président des *Chemins de fer d'Orléans* et de la *Société franco-suisse pour l'Industrie électrique* (avec Schneider) ; Ernest Mallet, régent de la *Banque de France* ; Jacques Mallet, administrateur de la *Steaua Romana et Steaua française* (cap. 115 millions) (pétroles) ; Frédéric Mallet, administrateur des *Ateliers et Chantiers de la Loire* (cap. 20 millions), vice-président de la *Banque de l'Union Parisienne* ; Raoul Mallet, de la *Banque Impériale Ottomane*, de la *Société franco-serbe d'Entreprises industrielles et de Travaux publics* (cap. 10 millions).

Pour la *Banque Le Hideux* : Roger Le Hideux, vice-président des *Etablissements Métallurgiques de la Gironde* (cap. 15 millions), administrateur de la *Compagnie Générale d'Electricité* (cap. 60 millions), de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, de la *Banque Nationale française du Commerce Extérieur*, du *Crédit Lyonnais* (cap. 150 millions), du *Crédit National* (cap. 100 millions).

Pour la *Banque Hottinguer* : Maurice Hottinguer, de la *Banque de l'Union Parisienne*, des *Houillères et du Chemin de fer d'Epinaç*, etc.

Tout ceci prouve que les banques dites privées ont de gros intérêts dans l'industrie.

Voyons maintenant les banques d'affaires.

La *Banque de l'Union Parisienne* (cap. 150 millions) a comme président d'honneur Lucien Villars, du Conseil de Surveillance de *Schneider et Cie*, administrateur des *Ateliers et Chantiers de la Loire*, de la *Société espagnole de Constructions électromécaniques* (cap. 25 millions de pesetas), de la *Compagnie française des Tramways et Eclairage électrique de Shangai* (cap. 12 millions), vice-président de la *Société Parisienne de Distribution d'Electricité* (cap. 100 millions) et de l'*Astra Romana* (cap. 225 millions) (pétroles). Le vice-président de l'*Union Parisienne* est Frédéric Mallet, déjà cité ; sont administrateurs : Henry Darcy, cité ; William d'Eichtal, des *Chemins de fer de l'Est*, président de la *Compagnie du Boléo* (cap. 24 millions), de la *Compagnie française des Mines de Bor*, de la *Société Minière et Métallurgique de Pennarroya*, des *Mines d'Ouasta et de Mestoula*, des *Phosphates de Gafsa* (cap. 36 millions), de la *Steaua française* ; (un Eugène d'Eichtal est administrateur des *Chemins de fer du Midi*, dont un

André d'Eichtal est le secrétaire du Conseil d'administration ; un Henri d'Eichtal est administrateur des Mines de Boudjoudoun (cap. 8 millions) ; François-Marsal, sénateur, ancien ministre des Finances, administrateur des Forges d'Alais, Froges et Camargue et de la Société d'Équipement des voies ferrées ; Jean Jadot, de la Société Générale de Belgique, qui contrôle une bonne partie de l'industrie belge et de l'exploitation des richesses minières du Congo belge.

Signalons aussi que la Banque de l'Union Parisienne possède des intérêts dans l'Air liquide, la Compagnie française Thomson-Houston, les Produits Chimiques d'Alais et Camargue, la Société Nationale de Matériel Agricole, les Ardoiseries d'Angers, la Société Normande de Métallurgie, la Société Commerciale, Industrielle et Financière pour la Russie (cap. 25 millions), la Société Normande de Constructions Navales, les Ateliers et Chantiers de la Gironde, la Compagnie Générale des Colonies, la Banque d'Athènes, la Banque Franco-Serbe, la Banque Commerciale Roumaine, etc.

La Banque de Paris et des Pays-Bas s'intéresse aussi aux affaires industrielles ; son président est Gaston Grélot, déjà cité ; Stéphane Derville, son vice-président, est président du P.-L.-M., du Chemin de fer de Grande-Ceinture, de la Compagnie française pour l'Amérique du Nord, vice-président des Chemins de fer du Maroc, régent de la Banque de France, etc. ; Jules Cambon, vice-président, ex-ambassadeur de France à Berlin, administrateur de l'Orléans, président de la Banque des Pays de l'Europe Centrale (cap. 100 millions) qui contrôle plusieurs entreprises industrielles en Tchéco-Slovaquie, Pologne, Autriche, et de Radio-France, filiale de la Compagnie Générale de Télégraphie sans Fil, contrôlée par la Marconi Wireless Cy qui a trusté l'exploitation de la T. S. F. à la surface du globe. La Banque a pour administrateurs : R. Delaunay-Belleville, déjà cité ; E. Stern, administrateur des Ateliers et Chantiers de la Loire, président de la Compagnie française de Gaz pour la France et l'Étranger (cap. 32.500.000 fr.), de la Compagnie Éclairage, Chauffage et Force Motrice (cap. 62.500.000 fr.), le vice-président des Sels Gemmes et Houillères de la Russie Méridionale (cap. 24 millions), de la Compagnie Générale des Eaux (cap. 40 millions), de la Banque de l'Indo-Chine, etc. ; Roger Le Hideux, déjà cité.

La Banque de Paris et des Pays-Bas est intéressée dans plusieurs entreprises coloniales : Compagnie Générale des Colonies (cap. 10 millions), Culture cotonnière du Niger (cap. 3.400.000 fr.), Compagnie des Scieries Africaines (cap. 13 millions), dont le général Messimy, ex-ministre de la Guerre et sénateur, est président-directeur ; Tramways et Autobus de Casablanca (cap. 3 millions), La Construction Marocaine (cap. 4 millions), Huileries du Maghreb (cap. 2 millions), Tabacs du Maroc (cap. 8 millions), Société Marocaine de Distribution d'Eau, de Gaz et d'Électricité (cap. 10 millions), Moulins du Maghreb (cap. 12 millions), Compagnie du Sébou (cap. 8 millions), etc.

Dans la Banque des Pays du Nord, déjà cité, aux côtés de Théodore Laurent et Charles Lau-

rent, déjà cités, on trouve Olas Hambro, de la Hambro's Bank of Northern Commerce de Londres, qui a dans son Conseil d'administration le comte Grey, ex-ministre des Affaires étrangères ; sir Eric Hambro, son président, est un des principaux actionnaires de la Marconi International Marine Communication Co Ltd, alliés à la Marconi Wireless Co qui est entre les mains des Isaacs, alliés à Castiglioni et à Stinnes. Sir James Currie est administrateur de la Hambro's Bank, et Laurence Currie est un des co-propriétaires de Glyn, Mills, Currie and Co, grosse banque d'affaires que l'on trouve déjà en 1865 derrière l'expédition engagée par le second Empire au Mexique, avec le Crédit Lyonnais et les Rothschild. Chez Glyn Mills Currie, nous trouvons encore le brigadier général sir H. A. Lawrence, administrateur de la Bank of Rumania Ltd, dont le président est le vicomte Goschen, de la famille Goschen, qui est représentée dans la British Trade Corporation (cap. £ 9 millions), créée par les plus grosses firmes industrielles britanniques : Vickers, Armstrong, Withworth, Cammel Laird, et la Birmingham Small Arms Co Ltd, avec le concours des plus importantes banques de Londres, la Lloyd's Bank, la Barclay's Bank, la National Provincial and Union Bank, etc. La British Trade Corporation a comme filiale The National Bank of Turkey, qui possède des intérêts de toutes sortes en Turquie.

La Lloyd's Bank, qui contrôle un grand nombre de banques et d'entreprises industrielles, possédait comme administrateur en 1922, Richard Vassar Smith, maintenant décédé, qui était aussi administrateur de Baldwin Limited, grosse firme industrielle, dont l'actuel premier ministre anglais Stanley Baldwin, est un des principaux actionnaires.

Pour l'Amérique, il en est de même. Les Morgan, considérés comme les représentants typiques du capital financier aux États-Unis, ne sont-ils pas les maîtres de l'United States Steel Corporation qui truste la presque totalité de la production sidérurgique de ce pays.

**

Il semble donc que l'on puisse conclure, après cette énumération qui pourrait être beaucoup plus longue, qu'il est difficile de parler de capital exclusivement financier et de capital exclusivement industriel.

Et que l'on ne vienne pas dire surtout, comme certains l'ont fait, que le capital financier soit, de nos jours, plus pacifique que le capital industriel ! Les financiers sont derrière toutes les entreprises coloniales et ce sont eux qui tirent les premiers bénéfices du pillage et de la mise à l'encan des pays conquis. Dans l'affaire de la Ruhr, c'est la coalition des métallurgistes et des financiers franco-belges : Banque de l'Union Parisienne, Société Générale de Belgique, qui est intervenue.

Ne cherchons pas à faire dans le Capitalisme, des distinctions — qui, sous l'action de la concentration toujours plus accélérée des capitaux — deviennent de plus en plus illusoire.

Jean DUPLEIX.

Sur la Réorganisation du Parti

Le C. D. faisant appel aux militants pour l'étude des questions à examiner au prochain Conseil national, je viens donner mon point de vue sur la *réorganisation administrative* du Parti.

Dans son rapport paru dans le *Bulletin Communiste* du 12 juillet 1923 (pages 363 et suivantes), le camarade Treint prévoit le groupement des fédérations en *Régions* ayant à leur tête une direction politique exercée par délégation de pouvoirs du C. D. Il ne supprime pas les *Fédérations*.

Je me permets de faire là une *première remarque* : Nous critiquons la société *bourgeoise française* qui garde ses sous-préfets, c'est-à-dire deux échelons administratifs intermédiaires entre les communes et le Conseil des ministres, et nous parlons d'ajouter un échelon de plus à notre organisation qui n'en comprend heureusement qu'un (la Fédération) entre la section et le centre.

A mon avis, on ne fera pas disparaître les « vices principaux du Parti » si l'on ne laisse pas le Parti avec son administration à trois degrés seulement.

De deux choses, l'une. Si l'on crée la *Région administrative*, il faut supprimer la *Fédération*. Si l'on conserve la *Fédération*, il ne faut pas créer la *Région*.

Secrétaires fédéraux. — La vérité est que le département est trop petit. Agrandissons les fédérations en en groupant plusieurs pour en faire une : 2 (Seine et Seine-et-Oise, Nord et Pas-de-Calais, etc.), ou 3 (Cantal, Puy-de-Dôme, Allier, par exemple) ou rarement et provisoirement 4. Ces groupements peuvent se faire suivant les moyens de communication, l'importance et la distribution géographique des centres ouvriers, la propagande faite ou à faire, etc.

Mettons à la tête de chacune des 30 régions ou fédérations ainsi constituées les meilleurs militants capables aussi bien d'administration que de propagande. Donnons à ces secrétaires fédéraux, que le C. D. désignera d'accord avec les fédérations, les moyens qu'il sera possible de leur donner.

La paperasse qui encombre les bureaux du secrétariat général sera moins abondante avec ces fonctionnaires choisis avec soin, responsables et pouvant, dans la plupart des cas, remplir en même temps les fonctions de secrétaire-trésorier et de délégué permanent fédéral.

Le centre a trop l'habitude et le tort d'attirer et de retenir l'élite militante. Or, une bonne organisation exige que de bons cadres existent partout çà et là dans les points importants du pays. Cela ne peut empêcher le Parti d'utiliser ces cadres ailleurs quand les événements le demandent.

Délégués permanents. — Quant aux délégués permanents et membres du C. D. et autres militants en délégation, ils contrôleront le travail dans les fédérations nouvelles. Ils inspecteront, stimuleront, aideront, dirigeront suivant le cas. Mais ils

ne devront jamais sortir de ce rôle en se chargeant par exemple d'une tâche administrative entre le *Parti et les Fédérations* comme le voudrait le projet du camarade Treint, ou en même temps que les fédérations et par conséquent en double ou en surplus comme le fait le camarade Bouthonnier dans sa région du centre-ouest.

Je me permets d'ajouter qu'il sera peut-être bon qu'une partie au moins des délégués permanents soient spécialisés chacun dans une des branches d'activité du Parti (syndicale, coopérative, agraire, etc.).

Les secrétaires fédéraux étant aussi des délégués permanents, le nombre des délégués régionaux et généraux n'a pas besoin d'être important. Il va d'ailleurs sans dire que ce nombre sera en rapport avec les ressources financières du Parti.

Pour bien accentuer mon point de vue à ce sujet, j'ajoute qu'à mon avis, les fonctions les plus importantes du Parti sont, après celles des membres du Bureau Politique Central, celles des secrétaires de fédérations à constituer.

Avant de conclure, j'ai à développer une *deuxième remarque* :

Quelques fédérations actuelles appointent leur secrétaire fédéral ainsi que leur trésorier et même aussi un ou plusieurs militants ou employés. Mais l'immense majorité ou la presque totalité des fédérations sont administrées tant bien que mal par des travailleurs non ou à peine appointés et que le Parti et ses commissions de toutes sortes, le délégué régional administratif, les administrateurs de la Presse communiste et des institutions diverses, inondent d'instructions et de circulaires de plus en plus nombreuses et faisant parfois double emploi.

Notons aussi que la correspondance fédérale avec les sections diverses actives ou somnolentes, avec les militants dévoués ou paresseux, avec les noyaux de sections en formation, avec les commissions fédérales diverses difficiles à constituer encore et qu'il faut remplacer en attendant, prend une importance trop grande pour ces fonctionnaires bénévoles, et je n'ai pas parlé des visites des sections, de l'organisation de la propagande fédérale, des réunions publiques ou de congrès, de P. A. P. et de Comités divers, des assemblées syndicales. Après cela, il me sera permis de dire que dans la réorganisation du Parti, il ne faut pas seulement se préoccuper de l'encombrement des bureaux du Parti, mais aussi de la situation, de plus en plus difficile des secrétaires fédéraux actuels. Ces derniers, tout en gagnant très difficilement leur vie; comme on le conçoit facilement, sont, mieux que le délégué permanent lointain, l'âme du Parti, comme nos militants des communes sont l'âme de leur section.

Ressources financières. — Dans le projet de réorganisation en cours d'exécution, il faut des

délégués régionaux chargés de l'administration et de la propagande dans des circonscriptions étendues. Des adjoints ou secrétaires qu'il sera nécessaire d'appointer sont déjà indispensables à ces secrétaires interfédéraux.

Il faut, en outre, des délégués permanents généraux et des permanents spécialisés.

Les uns et les autres coexisteront avec les secrétaires fédéraux actuels, lesquels font déjà, au moins dans la région du camarade Bouthonnier, double emploi dans les fédérations suffisamment administrées.

Délégués de toutes catégories et leurs adjoints, appointés sur le budget central, et secrétaires fédéraux non ou plus ou moins appointés par leur fédération, — tout cela exigera, exigé un budget important, auquel s'ajoute, en raison du nombre des délégués, des frais de séjour importants.

En prenant en considération le projet que je présente et qui prévoit l'agrandissement de l'étendue territoriale des fédérations administrées par des secrétaires fédéraux appointés par le centre et aidés et contrôlés par un petit nombre de délégués permanents régionaux, généraux ou spécialisés, on ne pourra pas arriver à un budget supérieur au budget total précédent. Il y aurait simplement à centraliser les fonds employés par les fédérations au paiement de leurs fonctionnaires et à fondre et unifier les efforts financiers des départements de façon à supprimer les parents pauvres

et à mieux utiliser et répartir les forces où elles se trouvent.

Conclusion. — 1° Organiser le Parti avec 3 degrés administratifs seulement : la Section, la Fédération ou la Région, et le Centre.

2° Agrandir l'étendue de la Fédération en groupant 2 à 4 départements.

3° Organiser le contrôle et la propagande générale avec des délégués permanents pour la plupart spécialisés, mais qui ne devront avoir aucun rôle administratif.

Marius VAZEILLES.

VIENT DE PARAÎTRE

Karl RADEK

La Tactique communiste et l'Offensive du Capital

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

UNE BROCHURE SENSATIONNELLE

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge — N° 6

EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale Internationale
Secrétaire de la Fédération Internationale des Transports

VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article "Janvier terrible" (1^{er} février) — Discours en Allemagne
(8 février) — Discours en Tchéco-Slovaquie (15 Mai)
Article "Ce qui seul est nécessaire" (15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure..... 0 fr. 50 Le cent..... 40 francs

Adresser dès maintenant les commandes à la « Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes, Paris (X^e), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes », 144, rue Pelleport, Paris (XX^e).

LE MOUVEMENT SYNDICAL

L'Internationale d'Amsterdam devant l'occupation de Corfou

L'Internationale Syndicale d'Amsterdam a voté, en son Congrès ordinaire de Rome, une résolution dont sur le moment, elle fit grand état.

Il y était dit, entre autres choses, que pour conjurer le danger de guerre qui planait à nouveau sur le monde, la Fédération lancerait un appel à la grève générale.

Plus tard, le danger devenant plus pressant encore, l'Internationale d'Amsterdam crut pouvoir renforcer son action en convoquant une Conférence spéciale à La Haye, à laquelle étaient conviées les Associations pacifistes et les diverses organisations qui se sont formées depuis la guerre, dans divers pays, se donnant pour tâche essentielle de s'opposer par tous les moyens au déclenchement d'une nouvelle guerre.

En même temps qu'elle étendait ses alliances à droite, du côté des organisations pacifistes bourgeoises, l'Internationale d'Amsterdam refusait d'admettre à la Conférence, comme participants ordinaires, les représentants de l'Internationale Syndicale Rouge et des syndicats russes. Ceux qui se présentèrent furent seulement admis à faire de brèves déclarations. En outre, la Conférence, qui ne fit, comme il était facile de s'y attendre, aucune œuvre pratique, se livra, par l'organe des Jouhaux, Dumoulin et consorts, à de vives attaques contre le communisme et contre la Révolution russe.

La Conférence de La Haye fut un fiasco complet et n'eut pour effet que de souligner l'impuissance de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, impuissance résultant de la politique suivie par cette organisation.

Au moment même où cette faillite se manifestait publiquement, le danger de guerre apparaissait plus redoutable que jamais.

En fait, il n'y eut jamais dans le monde, depuis 1914, de paix véritable.

Le traité de Versailles n'a marqué qu'une

trêve ; l'état de guerre a subsisté et s'il n'y a pas eu de nouvelles hostilités, c'est parce que les puissances sont occupées présentement à reconstituer leurs forces et surtout plus encore occupées à former de nouveaux groupements, de nouvelles ententes.

Les alliances et ententes d'avant 1914, celles qui ont conduit à la guerre, sont mortes. Elles ont épuisé, avec la défaite de l'Allemagne, l'objet qui avait dicté leur formation.

Les social-démocrates et les réformistes syndicaux sont presque toujours les mêmes hommes et Oudegeest, parlant au nom de l'Internationale d'Amsterdam devant le Congrès de Hambourg où fusionnèrent les Internationales deux et deux et demi, déclara que la politique syndicale de l'Internationale politique lui donnait toute satisfaction.

Les uns et les autres, qui ont fait en 1914 une si misérable faillite, refusent de voir la situation telle qu'elle est. Devant la réalité de la paix de Versailles, si différente de ce qu'ils ont promis et prêté aux travailleurs, ils ferment volontairement les yeux.

Mais les faits ne leur permettent pas de s'évader de la réalité.

L'Europe du traité de Versailles est si pleine de matière inflammable qu'à chaque instant l'incendie mal éteint menace de flamber de nouveau.

Tantôt la bourgeoisie tente de s'unir pour abattre la Révolution russe.

Tantôt les impérialismes que le traité de Versailles a laissés debout ou renforcés, ceux qu'il a créés, menacent, par de brusques coups de force, de déchaîner des conflits qui, dans l'état présent du monde, ne pourraient être localisés et auraient tôt fait de s'étendre à l'Europe entière et même hors d'Europe.

Ce fut, au début de l'année, Poincaré occupant la Ruhr pour le compte du Comité des Forges.

C'est aujourd'hui Mussolini s'installant à

Corfou pour s'assurer la maîtrise de l'Adriatique.

Les complications internationales s'aggravent. La soudaineté du brigandage mussolinien crée une nouvelle menace de guerre. Il est clair que la situation ainsi créée revêt une gravité exceptionnelle. L'occupation de Corfou ne sera pas une occupation provisoire comme le dit hypocritement Mussolini. C'est une occupation qui durera.

La Société des Nations, mise devant le fait accompli, se dérobe, avouant ainsi son impuissance.

Mais quelle est l'attitude de la Confédération Générale du Travail d'Italie, membre de la Fédération Syndicale Internationale d'Amsterdam, et celle de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam elle-même ?

On sait à quel point a été misérable la conduite des chefs réformistes de la C. G. T. italienne devant le fascisme.

Malgré que Mussolini ait fait brûler ses Maisons du Peuple, ses Bourses du Travail, qu'il ait fait assassiner ses adhérents par ses bandes, elle a accepté récemment de négocier avec lui, elle s'est abaissée devant lui et elle vient de proclamer la neutralité des organisations qu'elle représente devant l'Etat fasciste.

L'Internationale d'Amsterdam, qui est restée passive devant l'occupation de la Ruhr, n'a pas encore bougé depuis le bombardement de Corfou.

Considère-t-elle la décision du Congrès de Rome comme une décision sérieuse, une décision d'action, une décision qui la lie, qui l'engage ou bien estime-t-elle que c'est un de ces textes qu'on vote dans les Congrès pour donner une satisfaction verbale aux ouvriers mais qu'on est bien résolu à ne jamais appliquer, une résolution semblable à celle que votait avant la guerre la III^e Internationale ?

Certains militants de l'Internationale d'Amsterdam ont compris soit par sincérité, soit par intelligence, le danger que présentaient pour leurs organisations et pour la classe ouvrière, une attitude passive et le fait de considérer comme un chiffon de papier, comme une nouvelle résolution de Stuttgart le texte adopté à Rome.

Ces militants ont tenté, il y a quelque temps, de réaliser un front unique avec les organisations syndicales révolutionnaires appartenant à l'Internationale Syndicale Rouge sur un programme d'action, limité et précis : lutte

contre le fascisme, contre le danger de guerre.

Un premier succès avait été remporté dans les organisations des ouvriers des Transports, dont le rôle peut être de première importance. Par leur seule action, les ouvriers des Transports peuvent paralyser la vie des Etats capitalistes à un moment critique et exercer ainsi une pression formidable sur la bourgeoisie.

Mais cette première tentative s'est heurtée à la résistance des chefs de l'Internationale d'Amsterdam. Et le brigandage mussolinien a trouvé l'Internationale d'Amsterdam dans son état de passivité habituelle.

L'Internationale Syndicale Rouge lui a de nouveau proposé, récemment, le front unique. Il s'agissait alors de la préparation de la défense des travailleurs d'Allemagne quand des événements qu'il est aisé de prévoir se produiront et que Poincaré voudra lancer les soldats français contre la République allemande.

L'occupation de Corfou, en aggravant le danger, souligne l'urgence de la proposition de l'I. S. R.

L'Internationale d'Amsterdam va-t-elle persister à refuser de répondre ? Va-t-elle se dérober comme le fait la Société des Nations ? En agissant ainsi elle proclamerait elle-même sa faillite définitive.

A. ROSMER.

Vient de paraître

Petite Bibliothèque
de l'Internationale Syndicale Rouge. - VII

Pierre SEMARD

Secrétaire de la Fédération Unitaire
des Cheminots

Pour le Front unique
des Transports

Avec un recueil de documents

Une brochure : 0.50 Le cent : 40 fr.

En vente à la librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris (10^e). Chèque
postal 25-517.

L'Épouvantail "Subordination"

Les accusations de subordination qui servent depuis quelques mois de plate-forme contre l'I. C. et l'I. S. R. aux anarchistes, syndicalistes « purs », résistants et autres dissidents, ont une origine qu'il n'est pas inutile de rappeler.

Elles furent lancées pour la première fois par les chefs syndicaux d'Union Sacrée. Les premiers, ceux qui, pendant toute la guerre, avaient subordonné véritablement le syndicalisme français aux intérêts capitalistes de leur patrie, à la politique de l'Entente, accusèrent l'I. C. de vouloir subordonner le syndicalisme.

Leurs accusations n'eurent pas, à l'époque, grand écho dans les milieux révolutionnaires. Leur crédit était à plat. Les campagnes ignobles de l'*Atelier* et du *Peuple* contre la révolution russe avaient un caractère si nettement contre-révolutionnaire, elles étaient accueillies avec une telle joie par la presse bourgeoise que même les plus prévenus des anarchistes contre le gouvernement bolchevique n'osaient faire état contre lui de ce qui émanait des renégats syndicaux.

La campagne antibolchevique ne s'étendit sérieusement, dans les milieux syndicalistes révolutionnaires français, qu'après la première conférence convoquée à Berlin par les anarcho-syndicalistes de « Freie Arbeiter Union » (localistes), où les délégués des C.S.R. français firent échec au projet de création d'une Internationale anarcho-syndicaliste en opposition à l'I. S. R. alors en formation.

Quelques mois après, l'un des leaders des localistes, Souchy, au cours d'une visite en France, s'égarait, comme par hasard, dans le bureau de Merrheim.

A partir de ce moment, un parallélisme incontestable exista entre les campagnes du *Libertaire*, du *Peuple* et de l'*Atelier*. Les anarchistes firent état à leur tour, contre le gouvernement des Soviets, de toutes les calomnies répandues jusque-là par les seuls organes réformistes ou bourgeois. A leur tour ils parlèrent d'autonomie et d'indépendance et firent leurs les accusations, jusqu'alors réformistes, de subordination.

Les organes réformistes, dès lors, prirent envers les anarchistes un ton plus amical. Il serait toutefois contraire à la vérité de dire que ce fut réciproque. En tout cas, bien des « documents » publiés par les organes réformistes furent reproduits, souvent sans indication d'origine, par les organes anarchistes. Parodiant une formule nationaliste, les anarchistes français auraient pu dire : « Tout ce qui est antibolchevik est nôtre ». On accueillit les « canards » les plus invraisemblables. Le gouvernement des Soviets fut accusé des pires

turpitudes : « Kropotkine emprisonné », « Les anarchistes et syndicalistes russes persécutés et torturés pour délit d'opinion », « Le chef anarchiste (?) Makhno pourchassé ». Les histoires les plus macabres racontées pendant la guerre par le *Matin* pouvaient seules rivaliser avec celles publiées par les organes anarchistes sur « Les atrocités bolcheviques ». Certains journaux anarchistes français et espagnols publièrent des récits horribles inventés de toutes pièces par des camarades faciles et dont les héros, « célèbres en Russie », n'avaient jamais existé.

Si vous vous brouillez à mort avec un ami, avez-vous remarqué que, souvent, il ramasse et vous jette à la face les calomnies contre lesquelles, quelque temps avant la brouille, il vous eût défendu ? C'est un peu l'histoire des anarcho-syndicalistes français à l'égard de la Révolution russe.

Du jour où ils apprirent que des anarchistes ou soi-disant tels étaient emprisonnés en Russie, la Révolution russe, pour eux, était finie, escamotée. Le gouvernement bolchevique était un « gouvernement comme les autres ». A bas le gouvernement bolchevique ! Tout ce qui venait de Moscou était corrompu et mensonger.

Tant que les calomnies contre la Révolution russe parlaient de la presse bourgeoise ou des chefs ouvriers passés pendant la guerre au service de la bourgeoisie, elles ne trouvèrent pas grand crédit dans les milieux syndicalistes révolutionnaires. Mais du jour où des organes libertaires les firent leurs, la situation changea.

C'est ainsi que le mensonge de la subordination, lancé d'abord sans succès, parmi des milliers d'autres, par les réformistes contre Moscou, finit par pénétrer et troubler, grâce au crédit des anarchistes, les milieux syndicalistes révolutionnaires jusqu'à y provoquer une crise qui ne pouvait être profitable, comme ils l'avaient bien escompté, qu'aux chefs réformistes et contre-révolutionnaires agents de la bourgeoisie.

Qu'ils le veuillent ou non, les anarcho-syndicalistes qui se dressèrent contre l'I. C. et l'I. S. R. sur la fameuse plate-forme de la « subordination » furent manœuvrés, à l'origine, par les dirigeants félons de la vieille C. G. T. et firent leur jeu.

**

Aujourd'hui, après les satisfactions données à tous les desiderata de la C. G. T. U. par le 2^e Congrès de l'I. S. R., la manœuvre des adversaires de la Révolution russe continue.

Les vieux renégats de la rue Lafayette peuvent être fiers. La « subordination » attachée par eux, dès sa naissance, aux flancs de l'I. S. R. était un fameux grelot. Il a passé de mains en mains. De celles des Jouhaux, Merheim, Dumoulin, il a passé dans celles des anarchistes, dans celles des gens du « Pacte », puis dans celles des « Résistants ». La voici maintenant dans celles des G. S. R. Pour le secouer, voilà que toutes ces mains s'unissent. Quel carillon !

Le *Temps*, n'en doutons pas, à la veille du Congrès de Bourges comme à la veille de celui de Saint-Etienne, y mettra, lui aussi, la main et fera appel au vieil esprit d'indépendance du syndicalisme français pour répudier Moscou.

A la veille du Congrès extraordinaire voulu par la minorité de la C. G. T. U., les vieux chefs réformistes sont aux aguets. Ils n'ont pas caché leurs sympathies à l'opposition. Ils l'ont encouragée du geste et de la voix. « Avec vous (contre Moscou) l'on peut s'entendre ! » Et il se trouve des « purs » pour ne pas dire non, assez aveuglés pour ne pas voir que s'entendre avec Jouhaux contre Moscou, c'est s'entendre avec la bourgeoisie contre la Révolution.

L'Atelier ressert le plat de la subordination à reux colonnes. Mais A. Rey n'est pas heureux. Alors qu'il crie : « Rien de commun avec les partis ! », la presse bourgeoise annonce la réception à Cahors, par Jouhaux, représentant la C. G. T., de M. Malvy, le ministre qui attacha, pendant la guerre, la C. G. T. au char de l'Etat.

Dans un journal « socialiste » de province auquel collaborent Jouhaux et Rey, je lis le compte rendu d'une « Grandiose Manifestation Républicaine », où « socialistes, radicaux et républicains ont affirmé la nécessité de s'unir ». (*La Montagne*, organe du député A. Varenne, du 13 août.)

En Auvergne, le Bloc des Gauches est formé. Tous les dimanches, les amis de Jouhaux et de Rey coopèrent avec les socialistes Varenne, Claussat, les radicaux et les républicains au sauvetage de la République. A la manifestation de Chateldon, il y avait un secrétaire de l'U. D. confédérée qui, dans la série des discours, « au nom des syndicats ouvriers du Puy-de-Dôme », y alla du sien et le termina ainsi : « Pour cette œuvre (l'œuvre démocratique) nécessaire, élus démocrates, les travailleurs comptent sur vous ».

Et Paulin, l'ancien secrétaire de la même U. D. qui, en maints Congrès, bava sur les moscouitaires, y alla aussi de son discours « républicain ».

Ils doivent bien rire aujourd'hui ceux qui, autant que nos G. S. R., se réclament sans cesse de la charte d'Amiens, et participent aux agapes malvystes et républicaines. Ils doivent bien rire, ceux qui ont inventé et jeté

dans le camp révolutionnaire le brandon de discorde de la « subordination », à le voir repris et brandi tour à tour par les « syndicalistes purs » du *Libertaire*, par l'antipoliticien Frossard et ses dérivés.

Mais ce qui doit porter leur rire au paroxysme, c'est de voir qu'il y a encore de bons bougres de syndicalistes et de communistes pour s'y laisser prendre.

V. GODONNECHE.

Résolution de l'I.S.R. sur les Sociétés Coopératives de Production

1. — Les syndicats révolutionnaires doivent lutter énergiquement contre les falsifications et les altérations de la socialisation, celle-ci constituant l'un des chaînons principaux de la lutte générale de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir politique et économique. Le mouvement des « sociétés coopératives de production » (associations syndicales de construction, etc.) qui auraient pour but, suivant les leaders réformistes des syndicats, de résoudre partiellement et graduellement à l'aide de l'action coopérative (cotisations spéciales affectées à la socialisation), le problème de la socialisation dans le cadre du capitalisme, n'aboutissent qu'à semer tout au plus des illusions dangereuses.

2. — Repoussant toute collaboration économique, avec la bourgeoisie, dénonçant tous les dangers de cette collaboration pour la classe ouvrière, les syndicats révolutionnaires doivent s'opposer à ce que les syndicats, organes de lutte du prolétariat, soient détournés de la lutte directe et effective pour la socialisation, d'autant plus que les résultats réels du mouvement en cause (ghildes de construction, etc.) sont insignifiants au point de vue absolu et relatif, dans le cadre du régime capitaliste.

3. — L'expérience a montré que les réformistes ne peuvent, tout au plus, qu'engendrer, au détriment des ressources et des forces matérielles des organes syndicaux de lutte, des formations économiques commanditaires qui se perdent noyées dans le système général de l'économie capitaliste, formations qui sont des foyers de la concurrence et de l'égoïsme petit-bourgeois.

4. — Le congrès constate que la bourgeoisie internationale manifeste un intérêt tout particulier à l'égard de ce mouvement (sollicitations dont furent l'objet les syndicats réformistes allemands et français, invités à participer à la reconstruction des régions dévastées en France) et que, d'autre part, la faillite du réformisme s'y révèle éloquentement. Ce mouvement a montré combien illusoire sont à une époque de décadence capitaliste les tentatives d'améliorer par de tels moyens la situation de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires estiment que leurs tâches fondamentales consistent à diriger la lutte du prolétariat pour le passage de tous les instruments du travail aux mains de l'Etat ouvrier. Ce résultat ne peut être atteint que grâce à une action quotidienne tendant à attirer les masses dans le mouvement de classe pour les intérêts quotidiens et le but final du prolétariat.

A propos des Comités d'Usine

L'Opinion du Comité des Forges

J'ai essayé, au cours d'un article paru dans *l'Humanité*, de démontrer la fausseté des conceptions anarcho-syndicalistes en ce qui concerne la formation des comités d'usines.

Je tâcherai aujourd'hui de réfuter certains arguments qui ont été fournis contre le principe même de ces comités, et cela en examinant l'opinion patronale sur cette question.

Ce n'est pas d'hier que nous cherchons la justification de nos actions et du bon sens de nos mots d'ordre dans l'attitude que prennent vis-à-vis d'eux, nos plus farouches capitalistes, ceux que nous nommons les « patrons de combat ».

C'est souvent par un examen approfondi de l'opinion patronale qui se manifeste dans sa presse à tirage restreint, que nous pouvons juger de l'opportunité de nos décisions.

Au cours de la discussion au C. C. N. dernier, sur cette question, qui fut quand même de beaucoup la plus intéressante et la plus féconde, combien d'opinions baroques les anarcho-syndicalistes n'é mirent-ils pas.

Ces derniers ne virent pour la plupart, dans cette importante question, qu'une nouvelle tentative de subordination du P. C.

Certains allèrent jusqu'à dire que les comités d'usines ne seraient que des organismes de propagande électorale, au service du Parti, pour l'année 1924.

D'autres les ont assimilés aux commissions paritaires défuntées et ont prétendu que nous ne tendions qu'à reconstituer l'appareil de collaboration des classes.

C'est ce dernier point que je veux examiner aujourd'hui. L'opinion patronale s'est exprimée par la voix du *Bulletin Quotidien* de la Société d'Etudes Economiques, organe officieux du Comité des Forges.

Il est difficile, à mon sens, à moins d'une mauvaise foi évidente, d'appeler sérieusement « organismes de collaboration de classes » des comités d'usines pour l'établissement desquels nous serons obligés de lutter quotidiennement, pied à pied, et de livrer peut-être une des plus rudes batailles de la lutte sociale.

Le patronat se sentant menacé dans sa vie même, non parce que ce sera l'instrument revendicatif d'aujourd'hui, mais surtout parce que ce sera l'appareil de production et de répartition de demain, ne consentira jamais de bonne grâce à les reconnaître ; il faudra les lui imposer et ce n'est pas là, je pense, le moyen pratique d'arriver à des fins de collaboration.

Le patronat fera donc tout son possible pour retarder leur formation, et c'est pourquoi le Comité des Forges a déjà jeté à plusieurs reprises le cri d'alarme.

Un haut fonctionnaire du ministère du Travail n'ayant vu, paraît-il, dans les comités d'usines, que les délégations d'ateliers du citoyen Albert Thomas, le trust métallurgique somma le gouvernement de faire revenir son employé à une plus

saine réalité et c'est à ce propos qu'il émit les opinions ci-dessous :

« Les premières peuvent (les commissions paritaires) passer pour des organismes de collaboration de classes, les seconds (les comités d'usines) prennent nettement le caractère d'organes de lutte de classes... »

Et plus loin :

«...Assimilation plus difficile encore en ce qui concerne les comités d'usines, puisqu'il s'agit d'une machine de guerre sociale... »

Comme on peut le constater, nos capitalistes n'ont pas l'air de croire que ce mode nouveau d'organisation conduira bien vite à la fameuse entente du capital et du travail. Mais comment voient-ils le rôle de ces nouveaux groupements ?

«...C'est à une œuvre de préparation révolutionnaire que doivent se consacrer les conseils d'usines : intéresser les ouvriers à la marche de l'usine, du chantier où ils travaillent, leur inspirer le désir de s'occuper de leurs « boîtes », c'est, dans l'esprit des unitaires, préparer la prise de possession et d'échange, la gestion en dehors du patronat... C'est pourquoi, nombre de patrons trouvent dans les agissements de la C.G.T.U. bien des raisons de s'alarmer, raisons que certains services du ministère du Travail ne semblent pas apprécier à leur juste valeur. »

Je pense qu'après cette lecture il faudrait une certaine dose de naïveté pour croire que les comités d'usines réussiront à s'installer en douceur.

La crainte que le patronat laisse percer justifie amplement la confiance que nous avons en eux. Il ne reste donc plus qu'à travailler pour les imposer.

L. MARZET.

Coups de Faucille

COMME IL Y A CHAT ET CHAT

... Il y a collaboration et collaboration.

A la réunion du Comité Central de la Fédération Internationale des Métallurgistes qui s'est tenue à Berne les 27 et 28 août, le délégué italien, parlant des récentes négociations entre la C. G. T. italienne et Mussolini, a déclaré :

« Cette collaboration est subordonnée à une orientation nouvelle du gouvernement vers les partis de gauche. »

C'est-à-dire : « Si Mussolini accorde à D'Arragona ou Baldesi un portefeuille dans son ministère, on collaborera, on fusionnera syndicats fascistes et syndicats cégétistes. » Un portefeuille ! C'est le plat de lentilles pour lequel les bureaucrates syndicaux sont prêts à vendre la C. G. T. italienne.

Cette réponse du délégué italien n'empêcha pas cependant le secrétaire international des métaux, Ilg, sur la question d'admission de la fédération allemande, de faire les réserves en usage chez les réformistes à l'égard du gouvernement des soviets.

C'est qu'il y a collaboration et collaboration. Pour les gens d'Amsterdam, collaborer avec Mussolini est sans doute un honneur, tandis que collaborer avec le gouvernement des soviets...

EN ARGENTINE

La dernière Grève Générale

En janvier de cette année un anarchiste allemand, Kurt Wilkens, jetait une bombe à Buenos Aires contre le colonel Varel, chef des troupes d'expédition qui, en novembre 1921, massacrèrent plus d'un millier d'ouvriers de la Patagonie (province située au sud de la République argentine). Le colonel Varel était tué sur le coup et Wilkens arrêté immédiatement.

La presse réactionnaire, et notamment la Ligue Patriotique (organisation simili-fasciste), élevèrent de vives protestations contre cet attentat et réclamèrent l'adoption de mesures exceptionnelles de représailles. Mais Wilkens était soutenu par la sympathie de toute la masse ouvrière du pays. Les forces réactionnaires ne pouvant pas se débarrasser du jeune ouvrier allemand par des moyens légaux (la peine de mort étant abolie en Argentine), elles eurent recours à un procédé beaucoup plus expéditif. Au mois de juin, un parent de Varel tua d'un coup de fusil Wilkens au moment où celui-ci dormait tranquillement dans sa cellule. Perez Mill, le lâche assassin, avait été soldat en Patagonie pendant le massacre de 1921. Il avait réussi, on ne sait à la suite de quelles protections, à obtenir un poste de gardien de la prison.

La classe ouvrière d'Argentine eut un sursaut d'indignation en apprenant la nouvelle de l'assassinat de Wilkens. Immédiatement, l'Union Syndicale d'Argentine qui groupe l'immense majorité des ouvriers organisés, décrétait une grève générale de protestation. La centrale anarcho-syndicaliste (Fédération Ouvrière Régionale), ainsi que les syndicats autonomes s'associaient unanimement au mouvement. La grève fut déclenchée le 17 juin et prenait fin le 19. Elle fut une démonstration imposante de la force du prolétariat argentin et de sa décision de s'opposer à tous les forfaits de la réac-

tion. Le 19, le comité exécutif de l'Union Syndicale d'Argentine décréta la cessation de la grève, mais les anarchistes de la Fédération Ouvrière Régionale décidaient de la continuer à tout prix et convoquaient un meeting pour le soir du même jour. Le meeting fut interdit, mais néanmoins un grand nombre d'ouvriers se rendirent au lieu de la réunion. Une collision avec la police s'ensuivit, de nombreux coups de feu furent tirés d'un côté et de l'autre. Bilan de la journée : 2 morts et un grand nombre de blessés.

D'après toutes les apparences, la décision de continuer la grève et la convocation de ce meeting furent une provocation patronale et policière dans le but de provoquer une nouvelle réaction bourgeoise pour écraser complètement l'organisation ouvrière. Continuer la grève malgré la décision de l'Union Syndicale d'Argentine de reprendre le travail, c'était vouer le mouvement à un échec certain, la centrale anarcho-syndicaliste ne groupant que quelques organisations squelettiques sans aucune force.

Cette grève prouva, cependant, que malgré la désorganisation actuelle du prolétariat argentin, la classe ouvrière de ce pays est capable d'être entraînée à la lutte sur des mots d'ordre concrets et que les anarchistes qui, jadis, jouaient un si grand rôle dans le mouvement ouvrier argentin, voient diminuer chaque jour leur influence.

Le Parti Communiste a profité du mouvement pour renouveler sa campagne en faveur du front unique et du renforcement, malgré les erreurs de tactique de ses dirigeants, de l'Union Syndicale d'Argentine, le seul groupement ouvrier sérieux qui existe actuellement dans la République sud-américaine.

Andrés NIN.

La Lutte des Classes aux Indes Néerlandaises

La politique des gouvernants de l'île de Java se distinguait ces dernières années par une réaction accentuée, qui s'accroît au fur et à mesure qu'augmente l'influence des communistes. La forte section du *Perserikat di Indie* (P. C. I.) à Ternata a beaucoup souffert par suite des persécutions dont elle a été victime. Depuis plus d'un an ses meilleurs militants sont embastillés et devront certainement passer encore plusieurs années en prison.

La secte radicale composée de plusieurs partis politiques a fortement intimidé les gouvernants. Et cette peur résultait surtout du fait que les communistes en faisaient également partie et en assumaient même la direction.

Cependant, il s'est avéré que les dirigeants du Parti révolutionnaire du Sarakat Islam ne sont pas tous radicaux. Car, le chef principal Tjokroaminoto et son aide de camp Auguste Salim réussirent à faire adopter par le dernier congrès du parti

une motion interdisant aux adhérents d'appartenir à un autre parti politique. Cette motion veut forcer les communistes à sortir du Sarakat Islam ou du Parti Communiste.

Peu après les communistes tinrent leur congrès auquel assistèrent les sections sympathisantes du S. I. Ce congrès décida de rompre définitivement avec les dirigeants du Comité Directeur du S. I. et de fonder un S.I. rouge. Voyant que les meilleurs éléments du S. I. se joignaient aux communistes, Tjokroaminoto entreprit une violente campagne contre le Parti communiste, que celui-ci repoussa vigoureusement.

L'agitation des communistes fut couronnée de succès. La plupart des sections du S. I. rouge passèrent au Parti communiste, qui augmenta ainsi ses effectifs de plusieurs milliers d'adhérents.

Le Parti communiste compte actuellement 32 sections dont plusieurs dans les îles de Tornata, Bor-

néo, Célèbes et Sumatra. Nous ignorons le chiffre exact de ses adhérents, mais il ne doit pas être inférieur à 50.000. En outre, bon nombre de sections du S. I. travaillent en parfait accord avec les communistes. Ceux-ci disposent d'un grand nombre de journaux pour leur propagande écrite, tandis que la centrale du S. I. n'a plus un seul journal à sa disposition. Il va de soi que dans ces conditions l'influence communiste augmente rapidement et que le gouvernement fait tout pour l'arrêter.

La lutte gouvernementale contre les communistes se traduit surtout par des condamnations et des expulsions administratives.

A l'occasion de la grève des cheminots, que le gouvernement a provoquée en faisant arrêter notre camarade Semaden, organisateur de la grève qui éclata en juillet à l'époque des grands transports de sucres, on a congédié environ 10.000 grévistes et emprisonné presque tous les militants et un grand nombre d'ouvriers. Une loi anti-gréviste fut votée menaçant de graves peines quiconque se prononce en faveur de la grève et interdisant aux cheminots de se rendre à leur syndicat. Les Européens qui souffraient également des effets de la grève, refusèrent de seconder le gouvernement dans sa lutte contre les grévistes.

Nos camarades ne sont nullement découragés par le caractère violent des luttes qu'ils ont à soutenir. Ils poursuivent avec persévérance et ardeur leur ancienne propagande et rien ne fait prévoir que le gouvernement sera victorieux. Au contraire, même les journaux bourgeois se voient forcés d'avouer que le gouvernement se trouve dans une situation critique.

L'Angleterre se proposant d'établir une base navale à Singapour, le gouvernement hollandais prétend aussi fortifier sa flotte indienne. Par suite de cette prétention, le gouvernement accroît dans une mesure formidable le déficit de son budget qui comporte déjà un milliard de florins. Les grandes corporations capitalistes se préparent à placer leurs capitaux en Indo-Chine et à Malakka, le gouvernement leur facilitant l'exploitation de la main-d'œuvre. Et les représentants capitalistes tentent d'exploiter cette situation devant le Conseil Populaire des Indes pour obtenir une diminution de leurs charges d'impôts et l'autorisation d'embaucher des coolies en vertu d'un contrat travail.

La situation du gouvernement est actuellement très difficile. Il est assailli d'un côté par le capital qui exige la répression des masses ouvrières et, de l'autre, il se heurte à la résistance croissante des masses ouvrières et paysannes contre l'exploitation coloniale.

Actuellement la situation aux Indes est très grosse de conséquences. Si, pour rétablir la circulation des chemins de fer, le gouvernement doit faire des concessions aux communistes — ce qui marquerait un premier recul devant le jeune mouvement populaire — nos camarades sortiront fortifiés de la lutte et ne manqueront pas de tirer tous les avantages de leur victoire. Si, par contre, le gouvernement l'emporte dans cette lutte, il inaugurerait certainement une ère de répression encore bien plus violente que par le passé.

Ainsi, la bataille de nos camarades indiens est de la plus grande importance pour la lutte de classes révolutionnaire de tout l'Orient. Les ouvriers d'Europe doivent tout faire pour soutenir le mouvement de leurs frères de misère.

P. BERGSMA.

LA SEMAINE

LUNDI 27 AOUT. — *Allemagne.* — Dans la Ruhr, les industriels sabotent la production.

A Berlin, la grève des imprimeurs de papier-monnaie recommence.

Espagne. — A Bilbao, la répression continue; Perez Soli, un des meilleurs militants ouvriers, est grièvement blessé par la police.

Belgique. — Grève des tramways à Anvers.

France. — La grève des gaziers parisiens continue sans défaillance.

MAEDI 28 AOUT. — *Grèce.* — Les délégués d'une mission militaire italienne sont assassinés sur la route de Janina à Santi-Quaranta.

La grève générale continue à Athènes, de violentes bagarres ont eu lieu, le nombre des grévistes atteint cent vingt mille et le mouvement commence à gagner l'armée.

Allemagne. — On persécute les communistes à Berlin. La *Rote Fahne* est censurée.

Suisse. — L'Internationale des Métaux de Berne surseoit à l'adhésion des syndicats de métallurgistes russes et refuse catégoriquement d'admettre la Fédération unitaire des Métallurgistes Français.

MERCREDI 29 AOUT. — *France.* — La grève générale des gaziers parisiens se poursuit avec vigueur.

Une grève éclate chez les mineurs à Somain (Nord).

Hollande. — On persécute les communistes, des poursuites sont décidées contre eux pour l'impression d'un pamphlet édité à l'occasion du 25^e anniversaire de l'avènement de la Reine.

Portugal. — La grève générale éclate à Lisbonne, de sérieuses rencontres ont lieu entre les grévistes et la police.

JEUDI 30 AOUT. — *Italie.* — Mussolini envoie à la Grèce un ultimatum grotesque. Persécutions contre les communistes à Rome.

Allemagne. — Le parti communiste défend les ouvriers contre le nouveau ministère et le programme Stannes-Stresemann.

Les conseils d'entreprises se dressent contre Severing. De nombreux ouvriers social-démocrates passent au communisme.

Grèce. — Le gouvernement ayant fait des concessions, la grève générale d'Athènes est terminée.

Russie. — Les anciens mencheviks géorgiens réprouvent la contre-révolution.

VENDREDI 31 AOUT. — L.I. S. R. et l'Internationale communiste proposent le front unique à l'Internationale syndicale d'Amsterdam et à la 2^e Internationale pour organiser les secours aux ouvriers allemands.

Italie. — Mussolini fait occuper et bombarder Corfou.

Espagne. — A Bilbao, les gendarmes tirent sur les grévistes et font quatorze victimes.

Russie. — Rakowsky est désigné pour succéder à Krassine à Londres.

SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE. — *Etats-Unis.* — Dans les mines d'anthracite d'Harrisburg, la grève générale est déclenchée. On compte plus de 150.000 mineurs grévistes.

Japon. — Un tremblement de terre d'une violence inouïe s'est produit à Yokohama. Tokio et Osaka ont beaucoup souffert également.

Italie. — Mussolini occupe de nouveaux territoires grecs.

DIMANCHE 2 SEPTEMBRE. — *Tchéco-Slovaquie.* — La grève des mineurs se poursuit plus violente que jamais, La population soutient activement les grévistes.

Japon. — Le port de Yokohama est entièrement détruit et Tokio est en feu.

Italie. — La direction du Parti socialiste italien rompt avec la 3^e Internationale.

Allemagne. — A Berlin, le conseil de l'industrie métallurgique met un vote en faveur de la grève générale.

La Politique des Salaires des Syndicats allemands

La C. G. T. allemande veut sauver le Capital

Actuellement on voit se renouveler entre la bureaucratie syndicale et le patronat le même jeu qu'en novembre 1918. Comme alors l'opinion publique tout entière s'attend à des événements politiques de la plus haute importance : renversement du gouvernement, grève générale, etc. A ces époques, les dirigeants des syndicats préfèrent travailler à l'arrière-plan et avec le moins de bruit possible. Cependant, les conséquences de leur activité se révèlent toujours plus tard, comme irès funestes pour l'ensemble du prolétariat. Plus d'une fois déjà la classe ouvrière allemande dut reconnaître trop tard qu'au moment même où elle se sentait politiquement la plus forte elle a été imperceptiblement **garrottée dans le domaine économique** par ses traîtres de dirigeants syndicaux. Lorsqu'en novembre 1918 les masses étaient descendues dans les rues et détenaient formellement tout pouvoir politique, la C.G.T. allemande constitua avec les Stinnes, Vögler et Cie « la communauté centrale du travail » et a ainsi vendu et trahi la Révolution. Et cette institution connue d'exister gaillardement bien que le dernier congrès confédéral ait voté expressément *la sortie des syndicats de la communauté centrale du travail*. Et cette fois encore la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de M. Stinnes, peut rendre compte, dans son édition du matin du 24 août, des sessions de la communauté centrale du travail et des négociations laborieuses et des décisions communes prises dont les effets ne manqueront pas de causer de nouveau au prolétariat le même préjudice que les **accords intervenus en novembre 1918**. Voici ce qu'écrivait ce journal et que le *Vorwaerts* n'a pas encore osé révéler à ses lecteurs :

« Nous apprenons de source syndicale que les organisations dirigeantes des patrons et des ouvriers ont eu ces jours derniers au sein de la communauté centrale du travail plusieurs entretiens relatifs au problème des salaires. Ces entretiens étaient provoqués par le fait que *par suite de la dépréciation rapide du mark au cours des dernières semaines les salaires réels d'une nombreuse catégorie d'ouvriers ont pris un développement qui ne répondait plus à une juste appréciation des intérêts des patrons et des ouvriers*. Les organisations dirigeantes ont conscience qu'une solution définitive du problème des salaires ne saurait être trouvée que par la création de finances publiques saines et par une augmentation de la production qui rétablira le juste équilibre entre la consommation et la fabrication. »

Traduit en termes intelligibles cela veut dire que la communauté du travail est d'avis que les salaires actuels des ouvriers sont encore trop élevés, qu'il faut les réduire pour les stabiliser ensuite.

Les méthodes qu'on entend employer à cet effet résultent de ce passage également publié dans la *D. A. Z.* :

« On se propose de décomposer les salaires en un salaire de base et un multiplicateur. Ainsi, le salaire se composera à l'avenir d'un chiffre de base à établir pour une période d'environ quatre à huit semaines en tenant compte des nécessités économiques des deux parties. Et ce chiffre sera multiplié par un des indices les plus usuels qui reflètent le mouvement du coût de la vie. On calculera le salaire par semaine pour les ouvriers et par décades pour les employés. »

« Il sera opportun d'employer comme multiplicateur pour les contrats collectifs du Reich, pour les contrats de régions importantes, l'indice de l'office statistique de l'Empire. »

Si on réussit à mettre en pratique ce pacte infâme, la bureaucratie syndicale aura enfin atteint le but tant convoité d'éliminer tout à fait les ouvriers et les masses des membres des négociations sur les salaires et de traiter ces questions dans les chambres obscures de la communauté centrale du travail. Tout ouvrier au courant de la mentalité des dirigeants syndicaux reconnaîtra aussitôt la portée d'une pareille mesure. La plupart des chefs syndicaux se sentent aujourd'hui sous le gouvernement Hilferding-Stresemann bien moins comme représentants des intérêts ouvriers que comme serviteurs de la politique de coalition et sauveurs de l'Etat capitaliste. On n'a qu'à lire l'édition du *Vorwaerts* du 24 août où il vitupère contre les salaires élevés des typographes et leur conseil plus de raison. Il écrit textuellement : « *Les nouveaux salaires des typographes sont trop élevés* ». »

Et la *Leipziger Volkszeitung* souligne par le passage suivant l'affirmation erronée de Hilferding que les salaires avaient dépassé leur niveau d'avant-guerre.

« Il faudra bien qu'aussi la classe ouvrière s'adapte dans sa politique de salaires aux besoins généraux de l'économie. Il est impossible de revendiquer des salaires-or ou de paix lorsque la capacité de résistance de l'ensemble de l'économie s'est abaissée depuis la guerre de plusieurs douzaines pour cent. »

Ici les ouvriers et surtout ceux qui suivent encore le S. P. D. (le Parti socialiste) peuvent voir sans équivoque où les conduit la Grande Coalition. Vraiment, les capitalistes ne sauraient désirer de meilleurs agents que les social-démocrates et les dirigeants syndicaux.

Depuis des mois ces héros réclament à grands

cris des salaires stables et traitent les communistes de dupeurs et de crétiens. Maintenant qu'ils sont retournés au râtelier gouvernemental, ils se refusent même à maintenir les misérables salaires de famine basés sur l'indice du Reich.

Mais ces messieurs de la communauté centrale du travail se trompent. Dans les syndicats les choses ne sont plus les mêmes qu'en 1918-19. Les grandes masses ont passé dans le camp des communistes et traiteront les décisions de la communauté du travail comme un chiffon de papier dès que celles-ci seront contraires à leurs intérêts. Il faut que les ouvriers syndiqués exigent dans leurs assemblées des explications sur les menées des dirigeants de la C.G.T. Et pour empêcher ceux-ci de tromper une partie des ouvriers par leur trahison, le travail le plus intensif de tous les éléments révolutionnaires dans les syndicats s'impose plus que jamais.

A. ENDERLE.

Nos dernières éditions

LEON TROTSKY

1905

Un fort volume grand in-octavo
de 400 pages, dont 19 planches
hors-texte 15 »

LEON TROTSKY :

La nouvelle politique des Soviets

Une forte brochure de 80 pages.... 1 25

IV^e Congrès mondial

Résolutions 4 »

G. ZINOVIEV :

Lénine

Une brochure 0 75

Rosa LUXEMBOURG :

Le Programme communiste

Une brochure 0 75

G. ZINOVIEV :

Le Front unique

Une brochure 0 75

Z. LEDER :

L'Offensive du Capital

Une forte brochure 1 50

Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette,
Paris. Chèque postal : 25-517.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Rosa LUXEMBOURG

LE PROGRAMME COMMUNISTE

Tous les camarades sérieux liront cette brochure, à l'heure où s'ouvrent les discussions sur la question du Programme et sur le projet Boukharine, qui a déjà fait couler tant d'encre.

Une brochure à 0 75
Franco 0 85

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Un volume : 3 francs

Franco : 3 fr. 25

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.